

## **RAPPORT DE LA TROISIÈME SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES (MOP3)**

### **INTRODUCTION**

La troisième session de la Réunion des Parties à l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA) s'est tenue au Centre de conférence de l'Hôtel Méridien, à Dakar, Sénégal, du 23 au 27 Octobre 2005 sur l'invitation du gouvernement de la République du Sénégal. Une liste de participants est jointe au présent rapport.

#### **Point n° 1 de l'ordre du jour - Cérémonie d'ouverture officielle**

1. Ouvrant la 3<sup>ème</sup> Réunion des Parties (MOP3) à l'Accord sur la Conservation des Oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique Eurasie (AEWA), M. Abdoulaye Ndiaye, Directeur adjoint du Programme pour l'Afrique de l'Ouest de Wetlands International, a souhaité la bienvenue au Sénégal aux délégués. Il a informé la Réunion que la cérémonie d'ouverture officielle aurait lieu le 24 octobre. Entre-temps, le pays hôte ferait tout son possible pour faciliter les travaux de la MOP. Le Président du Comité permanent (M. Emmanuel Severre, Tanzanie) présiderait la séance plénière jusqu'à ce que l'élection d'un président et d'un vice-président pour la Réunion soit achevée.

2. Le Président du Comité permanent a remercié le Gouvernement du Sénégal d'accueillir la MOP et a exprimé son appréciation des facilités de haut niveau fournies à la Réunion ainsi que de l'accueil chaleureux réservé aux délégués.

3. Le Président du Comité permanent a noté que la MOP coïncidait avec la question mondiale de l'émergence de la grippe aviaire, le rôle potentiel des oiseaux migrateurs dans la propagation de l'infection en Europe et en Afrique et les préoccupations concernant la préparation et les capacités des gouvernements d'y réagir. La MOP devrait prononcer une déclaration relative à ces questions.

4. Le Secrétaire exécutif a souhaité la bienvenue aux Parties contractantes, aux Etats non contractants, aux organisations intergouvernementales et aux organisations non gouvernementales. Il a salué les efforts formidables déployés par le Gouvernement du Sénégal pour que la MOP soit couronnée de succès. Quant à la grippe aviaire, il a aussi estimé qu'il s'agissait d'une question complexe et évoluant rapidement et a reconnu les préoccupations en Afrique que cette région puisse être beaucoup moins capable que l'Europe de traiter les éventuelles conséquences de cette pandémie sur la santé humaine. Toutefois, il était important de souligner que les pays européens n'avaient pas toutes les réponses à ce problème.

5. Le Secrétaire exécutif a noté que la MOP serait suivie en novembre par la Conférence des Parties de la Convention de 'Ramsar' sur les zones humides et la Convention sur les espèces migratrices qui se tiendront respectivement en Ouganda et au Kenya. Ceci serait une excellente occasion pour mettre en évidence les questions importantes pour l'Afrique et les moyens de coopération pour traiter ces questions.

6. Le Président du Comité permanent a fait référence au document MOP 3.3 Rev.2 'Ordre du jour provisoire' et à MOP 3.4 Rev.2 'Programme de travail provisoire' et a invité le Secrétaire exécutif de présenter une série de propositions d'amendements.

7. Le Secrétaire exécutif a soumis des amendements concernant les deux documents, notamment le report de la cérémonie d'ouverture au 24 octobre.

<b>Point n° 2 de l'ordre du jour - Adoption du règlement intérieur</b>
--

Séance plénière 1 (23 octobre)

8. Le Président du Comité permanent a fait référence au document MOP 3.2 Rev.1 'Règlement intérieur' et a proposé de l'examiner page par page.

9. Le Royaume-Uni a soulevé des points de clarification concernant la cohérence interne du Règlement intérieur. Toutefois, étant donné qu'il s'agissait de questions relativement mineures, elles pourraient être traitées par un petit groupe de rédaction. Cette proposition, appuyée par la Communauté européenne et la Suisse, a été acceptée par la Réunion et un groupe composé de la Communauté européenne, du Liban, du Kenya, de l'Ouganda et du Royaume-Uni a été chargé d'examiner le Règlement intérieur et de présenter son rapport à la plénière le plus tôt possible. Entre-temps, le Règlement intérieur serait appliqué sur une base provisoire.

Séance plénière 4 (24 octobre)

10. Le Président a fait référence au document MOP 3.2 Rév.2 qui avait récemment été distribué et a demandé au Royaume-Uni d'établir un rapport sur les progrès accomplis par le petit groupe de rédaction le 23 octobre.

11. Le Royaume-Uni a résumé les différents amendements proposés par le groupe de rédaction et marqués en tant que modifications dans le document révisé.

12. La Suisse a exprimé ses préoccupations concernant la Règle 4.2 et la Règle 10 alors que l'Île Maurice/Président du Comité technique et la Tanzanie/Président du Comité permanent pensaient qu'il serait préférable de retenir les termes d'origine de la Règle 7.2 plutôt que d'introduire l'amendement proposé par le groupe de rédaction.

13. La discussion n'a pas débouché sur un plein consensus sur ces points et le Président a demandé au Royaume-Uni de poursuivre son travail sur le document, en collaboration avec les délégations intéressées et de revenir à la séance plénière avec une proposition révisée.

14. L'Allemagne, prenant la parole en tant que Présidente de la Commission de vérification des pouvoirs, a fait référence à la Règle 18.2 et a suggéré des amendements pour faciliter le travail des futures Commissions de vérification des pouvoirs aux MOPs de l'AEWA.

Séance plénière 7 (27 octobre)

15. Le règlement intérieur révisé (document MOP 3.2 Rév.3) a été adopté par la Réunion sans amendements.

<b>Point n° 3 de l'ordre du jour – Election de membres du Bureau</b>
--

16. S'exprimant au nom des Etats membres de l'Union européenne présents, le Royaume-Uni a proposé la République du Sénégal pour qu'elle assure la présidence de la MOP3. Cette proposition a été soutenue par la Syrie et adoptée par acclamation.

17. L'Île Maurice a proposé l'Allemagne pour vice-présider la MOP. Cette proposition a été soutenue par le Sénégal et adoptée par acclamation.

18. Assumant sa fonction de Président, le Professeur Amadou Tidiane Ba, Directeur de l'Institut des Sciences environnementales et membre de l'Académie nationale des Sciences, République du Sénégal, a remercié les délégués de leur confiance vis-à-vis du Sénégal.

#### **Point n° 4 de l'ordre du jour - Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail**

19. Le Secrétaire exécutif a rappelé les propositions d'amendements relatives à l'ordre du jour provisoire et au programme de travail provisoire déjà présentées sous le point de l'ordre du jour n° 1.

20. La Suisse a demandé un éclaircissement concernant l'utilisation du terme 'Bureau' dans le programme de travail provisoire et a également demandé que les principaux thèmes de la discussion des comités de session fassent l'objet de rapports à la plénière parce que les délégations ne disposant que d'un seul représentant n'étaient pas en mesure de participer à des comités de session parallèles.

21. Le Secrétaire exécutif a clarifié que le terme 'Bureau' devrait en effet faire référence au 'Comité de la Réunion' (comme prévu dans le Règlement intérieur). Les Présidents des différents comités de session seraient en effet invités à faire rapport à la plénière.

22. S'exprimant au nom des Etats membres de l'UE présents, le Royaume-Uni a proposé deux amendements mineurs à l'ordre du jour.

23. La Réunion a adopté l'ordre du jour provisoire et le programme de travail provisoire comme amendés par les propositions présentées par le Secrétaire exécutif et le Royaume-Uni. Les versions révisées des deux documents (respectivement MOP 3.3 Rev.3 et MOP 3.4 Rev.3) ont été distribuées plus tard le 23 octobre.

#### **Point n° 5 de l'ordre du jour - Etablissement de la Commission de vérification des pouvoirs et des comités de session**

##### Séance plénière 1 (23 octobre)

24. Le Secrétaire exécutif a rappelé qu'une Commission chargée de la vérification des pouvoirs se composant de deux Parties au moins de la région africaine et de deux Parties de la région eurasienne était requis conformément au Règlement intérieur.

25. La Réunion a désigné le Congo, l'Allemagne, la Guinée, l'Île Maurice et l'Ukraine pour servir de Commission de vérification des pouvoirs, chacune de ces Parties contractantes s'étant portée volontaire.

##### Séance plénière 4 (24 octobre)

26. Le Président a établi deux comités de session. Le premier, sur les questions financières et administratives, qui devra être présidé par l'Allemagne, Vice-président de la MOP, et le second, sur les questions techniques et scientifiques qui devra être présidé par le Président du Comité technique. Ceux-ci se rencontreront le soir du 24 octobre et feront un rapport à la séance plénière.

#### **Point n° 6 de l'ordre du jour – Admission des observateurs**

27. Le Secrétaire exécutif a lu la liste des Etats non contractants, des organisations intergouvernementales, des organisations non gouvernementales internationales et des organisations non gouvernementales nationales, distribuée comme document MOP 3.5 'Admission des observateurs'.

28. La Réunion a dûment admis tous les observateurs figurant sur la liste.

#### **Point n° 7 de l'ordre du jour – Déclarations liminaires**

29. Le Président a rappelé que les déclarations écrites ne seraient pas présentées oralement, mais recueillis par le Secrétariat afin d'être incluses dans le rapport de la Réunion. Les observateurs des Etats non contractants étaient cependant invités à faire des déclarations orales brèves, s'ils le souhaitaient, sur les progrès accomplis vers l'adhésion à l'AEWA.

30. La Lettonie a confirmé que le Gouvernement de la Lettonie avait adopté l'Accord en août 2005.

31. La Suisse, s'exprimant en tant que pays hôte du Secrétariat de la Convention de 'Ramsar' sur les zones humides, a noté qu'une déclaration écrite au nom de la Convention serait transmise au Secrétariat.

32. L'Algérie a fait état de la ratification de la Convention sur les espèces migratrices en mars 2005. La même procédure serait suivie pour l'AEWA. Dès que le décret pertinent serait publié, les documents de ratification seraient déposés.

33. Le Burundi a déclaré son intention de devenir membre de la famille CMS/AEWA.

34. Le Tchad a fait référence à sa récente ratification de l'AEWA et a annoncé que la documentation officielle nécessaire serait bientôt transmise au Dépositaire.

35. Ces déclarations ont été saluées par acclamation. Le Président s'est également félicité des déclarations faites et a encouragé d'autres Etats non contractants à suivre cet exemple.

#### **Point n° 8 de l'ordre du jour - Rapports**

##### **a) Comité permanent**

36. Présentant le document MOP 3.6 'Rapport du Comité permanent', le Président du Comité permanent a fait rapport sur les activités réalisées par le Comité pendant la dernière période triennale. Etant donné que le Comité permanent n'a été établi qu'en 2002, il s'agissait de son premier rapport à une MOP. A la première réunion du Comité, la Tanzanie avait été élue pour assurer la présidence et les Pays-Bas pour assumer la fonction de vice-présidence. Deux réunions avaient eu lieu pendant la période.

37. Le Président du Comité permanent a terminé sa présentation en remerciant le Gouvernement du Sénégal d'accueillir la MOP3. Il a également remercié les personnes ayant participé aux réunions du Comité permanent de leurs contributions apportées au cours de la période triennale ainsi que le Secrétariat d'avoir assuré la préparation de ces réunions en temps voulu.

38. La Suisse a exprimé son inquiétude relative au retard encouru dans le processus de recrutement du Secrétaire exécutif. La Suisse s'est déclarée très satisfaite de la performance de l'actuel Secrétaire exécutif et a demandé au Président du Comité permanent de faire passer ce message au Directeur exécutif du PNUE.

39. La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont entièrement approuvé la satisfaction exprimée par la Suisse concernant les résultats du travail du Secrétaire exécutif.

40. Le Président s'est félicité de la proposition avancée par la Suisse.

41. Le Président du Comité permanent s'est également félicité de l'intervention de la Suisse. Ce sujet avait été discuté à de nombreuses reprises et il n'était pas clair où se situe le problème. De plus, des courriers avaient été adressés au Directeur exécutif, mais aucune information définitive n'avait été communiquée. Il n'y avait aucun doute concernant la compétence du Secrétaire exécutif, et il a proposé que la Réunion adopte une résolution exprimant sa sérieuse inquiétude.

42. Il a été convenu que la Suisse, l'Allemagne et toute autre délégation intéressée élaboreraient une résolution appropriée à examiner par la Réunion.

43. Le PNUE a informé la Réunion qu'il regrettait la lenteur du processus, mais que le PNUE était actuellement en train d'organiser des entretiens qui auraient lieu avant la fin de l'année. Le PNUE a assumé la responsabilité pour garantir que l'on accorde la plus haute priorité à cette question et qu'elle sera réglée avant la fin de l'année en cours.

44. Le rapport du Président du Comité permanent a été adopté.

#### **b) Comité technique**

45. S'exprimant tout d'abord au nom de l'Île Maurice, le Président du Comité technique (M. Yousoof Mungroo) a remercié le pays hôte de l'accueil chaleureux reçu au Sénégal et le Secrétariat pour l'organisation de la MOP 3.

46. Le Président du Comité technique a présenté le document MOP 3.7 'Rapport du Président du Comité technique de l'AEWA à la 3<sup>ème</sup> session de la Réunion des Parties'. Au cours de la période triennale 2003-2005, trois réunions avaient eu lieu et de nombreux points avaient été finalisés pour être présentés à la MOP. Le Comité technique avait aussi établi plusieurs groupes de travail entre les sessions.

47. Le Président du Comité technique a remercié les membres du Comité d'avoir facilité sa tâche de Président.

48. Le Secrétariat du PNUE/CMS a noté que la Conférence des Parties à la Convention sur les espèces migratrices discutera la question du Registre mondial des espèces migratrices (GROMS) lors de sa prochaine réunion à Nairobi. Une évaluation avait été effectuée, et la CMS estimait que la base de données devrait être améliorée et qu'il faudrait prévoir plus de temps pour ce faire. PNUE/CMS a cependant admis que ceci ne correspondrait probablement pas aux obligations de l'AEWA.

49. Le rapport du Président du Comité technique a été adopté.

#### **c) Dépositaire**

50. En l'absence d'un représentant du Dépositaire (les Pays-Bas), le Secrétaire exécutif a rapporté que depuis la dernière MOP le nombre des Parties contractantes avait augmenté de 33 à 52. Le document MOP 3.8 'Rapport du Dépositaire' ne reflétait pas la situation actuelle, car il n'incluait

pas la Tunisie, qui avait adhéré le 1<sup>er</sup> juillet 2005. Beaucoup d'autres pays étaient actuellement dans le processus d'adhésion et davantage se proposent d'adhérer bientôt. Le Secrétariat, pleinement satisfait des progrès déjà accomplis ne pouvait qu'espérer encore davantage de croissance de l'Accord dans le proche avenir.

51. Au nom des Etats membres de l'UE présents, le Royaume-Uni a félicité le Secrétariat de son succès concernant le recrutement de nouvelles Parties.

#### **d) Secrétariat**

52. Le Secrétaire exécutif a présenté le document MOP 3.9 Rev.1 'Rapport du Secrétariat', qui était divisé en quatre sections (questions d'ordre général, gestion de l'information, coopération avec d'autres organisations, questions techniques et scientifiques). Le rapport ne comportait pas les activités de routine quotidiennes qui constituaient néanmoins une grande partie du travail du Secrétariat.

53. S'agissant du déménagement imminent du Secrétariat et d'autres organisations des Nations Unies établies à Bonn dans les nouveaux locaux des Nations Unies, le Secrétaire exécutif a exprimé ses remerciements au Gouvernement allemand pour les facilités qu'il fournit si généreusement.

54. Le Secrétaire exécutif a également présenté l'expert technique associé de l'AEWA, M. Sergey Dereliev, recruté en août 2004, et le nouvel administrateur auxiliaire (JPO) financé par le Gouvernement allemand pour s'occuper de la gestion de l'information, M. Florian Keil. Le Secrétariat employait aussi régulièrement du personnel temporaire malgré le fait que, conformément au règlement des Nations Unies, (ces personnes devant être remplacées tous les six mois) cela cause certaines difficultés.

55. Le travail du Secrétariat en matière de gestion de l'information avait comporté l'amélioration du site Web de l'AEWA, la production de trois bulletins et le lancement d'un nouveau bulletin mensuel sous forme électronique. Un deuxième DVD avait été produit et une nouvelle exposition avait été lancée. Le Gouvernement du Luxembourg avait aimablement fourni des fonds pour produire différents matériels de vulgarisation.

56. La Suisse a demandé des informations sur les conclusions de la réunion ayant eu lieu au Tchad avec le soutien financier de l'AEWA. Le Tchad a rapporté que ces fonds avaient été utilisés pour organiser l'atelier, pour préparer le rapport de la réunion et pour aider à préparer les instruments d'adhésion du Tchad à l'AEWA.

57. Le Mali a estimé que l'établissement de réseaux avec des Parties et des non Parties avait constitué une activité majeure du Secrétariat que ceci n'était pas reflété de manière adéquate dans le rapport.

58. Le Secrétaire exécutif a souligné que le contact avec les Parties était une des tâches de routine quotidienne qui ne figuraient pas dans le rapport, mais il a reconnu la nécessité de continuellement renforcer la mise en place de réseaux.

<b>Point n° 9 de l'ordre du jour – Célébration du 10<sup>ème</sup> anniversaire de l'AEWA en 2005</b>
---

59. Le Secrétaire exécutif a décrit les différentes activités organisées afin de marquer le 10<sup>ème</sup> anniversaire de l'AEWA. Celles-ci comportaient le développement d'un nouveau logo de l'AEWA, des améliorations du site Web et le lancement d'une 'Journée des oiseaux d'eau migrants', qui avait été célébrée pour la première fois dans 22 pays de la région. Les pays ont

obtenu des fonds pour faire imprimer une affiche qui avait été diffusée en plusieurs langues. Il était prévu de réitérer cet événement l'année prochaine, espérant attirer encore plus d'attention.

60. Le Secrétariat avait célébré le réel anniversaire le 16 juin 2005, conjointement avec la famille CMS, et quelques semaines après, cet événement a été honoré quand le Ministre allemand de l'environnement avait inauguré l'exposition de l'AEWA au Museum Koenig à Bonn. Le Secrétariat avait également distribué des exemplaires d'une nouvelle brochure d'anniversaire. Cette brochure comportait des contributions de dix personnes étroitement liées à l'Accord pendant ses dix premières années d'existence et avait été produite en versions anglaise et française.

61. Le rapport du Secrétariat a été adopté.

<b>Point n° 10 de l'ordre du jour – Priorités internationales de mise en œuvre de l'AEWA 2003-2007</b>
--

62. Le Secrétaire exécutif a présenté le document MOP 3.10 Rev.1 'Rapport sur les résultats du plan relatif aux priorités internationales de mise en oeuvre de l'AEWA 2003–2007'. Il était heureux de rapporter que le montant de 940 000 USD mentionné comme étant assuré sous forme de contributions volontaires avait été dépassé depuis la distribution du document. Malgré une perte de 25% du taux de change, le Secrétariat avait toujours réussi à mettre en oeuvre de nombreuses activités inscrites dans le plan. La liste comportait seulement les projets pour lesquels le financement avait été reçu directement par l'AEWA.

63. Le Royaume-Uni, s'exprimant au nom des Etats membres de l'Union européenne présents, a félicité le Secrétariat d'avoir assuré un montant aussi important pour réaliser ces projets. Ceci avait constitué une partie essentielle du travail et était largement au crédit du Secrétariat.

64. La Suisse s'est associée à ces félicitations, mais a estimé qu'un projet manquait, à savoir la publication des résultats du recensement des oiseaux d'eau d'Afrique pour 1999 – 2001. Le Secrétaire exécutif a présenté ses excuses pour cette omission et promis de la corriger. Wetlands International a ajouté que ce projet avait été achevé et les résultats avaient été publiés.

65. Le Secrétaire exécutif a informé la Réunion d'un ajout à l'ordre du jour afin de pouvoir présenter un des projets parmi les priorités internationales de mise en oeuvre pour la dernière période triennale.

66. Le Dr Moussa Séga Diop (CERES-Locustox, Sénégal) a fait une présentation intitulée 'Examen de l'utilisation des produits agrochimiques en Afrique et leurs impacts sur les oiseaux d'eau migrateurs'.

67. En remerciant M. Diop, le Président a noté que cette présentation avait souligné la corrélation entre l'utilisation des pesticides et la mortalité des oiseaux d'eau et que ceci était une question à laquelle l'Accord devra accorder plus d'attention.

68. La Croatie a souhaité que les délégués puissent disposer de la présentation sous forme imprimée.

69. Le Kenya a soulevé la question de la pollution par les métaux lourds et a suggéré qu'une étude similaire soit menée en la matière. Le Président a demandé au Secrétariat de prendre note de cette suggestion pour un examen futur.

70. La Communauté européenne a noté que cette étude liait clairement les espèces prioritaires au titre de l'AEWA à une des pressions et menaces existantes en Afrique, et a demandé des

renseignements sur les progrès réalisés relatifs aux recommandations concernant le travail futur sur l'analyse des résidus. Le Dr Diop a répondu que la recherche sur cette question est loin d'être complète.

71. L'Algérie a souligné que les produits agrochimiques sont souvent présentés de façon erronée comme des substances biodégradables approuvées au niveau international qui n'affectent pas la nature.

72. Le Royaume-Uni a noté que le projet de liste des priorités de mise en oeuvre internationales pour la prochaine période triennale nécessiterait une adaptation afin de faire avancer la question des produits agrochimiques et des oiseaux d'eau.

<b>Point n° 11 de l'ordre du jour - Rapport sur la mise en oeuvre du projet du FEM sur les itinéraires aériens d'Afrique-Eurasie</b>
--

73. M. Ward Hagemeyer, Wetlands International a fait une présentation sur le projet du PNUE/FEM relatif aux itinéraires aériens intitulé « Renforcement de la conservation du réseau sensible des zones humides nécessaires aux oiseaux d'eau migrateurs sur les itinéraires de migration Afrique-Eurasie ».

74. Il a souligné qu'il s'agissait d'un projet stratégique qui ne se focalisait pas sur les activités actuelles de mise en oeuvre sur le terrain, mais qui visait plutôt à renforcer les capacités et à catalyser les activités. Le but est d'améliorer l'état de conservation des oiseaux d'eau d'Afrique-Eurasie en conservant le réseau des sites clés utilisés par ces espèces. Ce projet avait été en cours d'élaboration depuis 2000 et sa mise en oeuvre commencerait bientôt, suite à la conclusion imminente des contrats entre le FEM, le PNUE et l'UNOPS. Le recrutement d'un conseiller en chef technique aurait lieu maintenant et un administrateur auxiliaire serait également recruté. Ces deux postes de l'UNOPS constitueraient l'Unité de coordination du projet qui serait accueillie par Wetlands International à Wageningen.

75. Les principaux acteurs dans le cadre du projet étaient:

- Les pays demandeurs (par exemple les pays dans lesquels des projets de démonstration sont basés)
- Les agences techniques: Wetlands International, BirdLife International, Centre mondial de surveillance de la conservation de la nature du PNUE (CMSC) et des agences d'exécution locales
- le PNUE comme organe de mise en oeuvre et l'UNOPS comme organe d'exécution
- les principaux accords/conventions soutenus: l'AEWA et la Convention de Ramsar sur les zones humides
- les principaux bailleurs de fonds: le FEM, l'AEWA et le Gouvernement de l'Allemagne.

76. Les principaux éléments du projet étaient:

- Le renforcement de la base scientifique pour les activités de conservation par le développement d'un instrument détaillé de planification et de gestion relatif aux sites sensibles à l'échelle des itinéraires aériens;
- l'établissement d'une base pour renforcer la prise de décisions et la capacité technique pour la conservation des zones humides et des oiseaux d'eau migrateurs;
- l'amélioration de la circulation et de l'échange des renseignements par l'intermédiaire de l'amélioration de la capacité de conservation et la mise à disposition de ressources.



77. Des mesures étaient prises conjointement avec les pays demandeurs et les agences techniques en vue d'identifier les priorités immédiates pour la mise en oeuvre.

78. En réponse à une question du Sénégal, Wetlands International a clarifié que les agences 'd'exécution' et 'de mise en oeuvre' ont des significations spécifiques dans la terminologie du projet FEM. Dans le cas actuel, le PNUE était l'agence de mise en oeuvre et l'UNOPS l'agence d'exécution. Le soutien technique serait cependant fourni par Wetlands International, BirdLife International et le PNUE-CMSC.

79. La Communauté européenne a estimé que le projet fournirait une occasion stratégique pour l'avancement de l'AEWA et de son Plan d'action et s'est félicitée que le projet soit lancé très prochainement. Toutefois, il serait utile de savoir exactement comment les résultats seraient intégrés dans le développement de l'AEWA.

80. Wetlands International a déclaré que le projet FEM contribuerait à au moins 75% des priorités de mise en œuvre internationales de l'AEWA.

81. Le Secrétaire exécutif a ajouté qu'en liant le programme FEM aux priorités internationales de mise en œuvre de l'AEWA, l'on arriverait à une situation 'win-win' car chaque côté fournirait une contribution de 50% au financement de ces projets. En outre, 50% du temps du nouvel administrateur auxiliaire serait consacré au projet FEM, y compris la diffusion des informations sur le projet.

#### **Point n° 12 de l'ordre du jour – Registre des projets internationaux**

82. Le Secrétariat a présenté l'avant-projet de la Résolution 3.1 'Clôture du registre des projets internationaux' établi par la MOP Résolution 1.5. Le taux de soumission de projets au registre avait été faible ce qui signifiait que le registre était toujours obsolète et n'avait pas atteint son but initial. Ce problème avait été discuté par le Comité technique lors de sa 6<sup>ème</sup> réunion. Le Comité technique a recommandé la clôture du registre, car il serait de toute manière supplanté par le format de rapport en ligne proposé pour les rapports nationaux de l'AEWA.

83. Le Royaume-Uni a proposé l'ajout suivant au premier paragraphe du préambule: « ...qui envisageait d'enregistrer les projets dans le cadre desquels les Parties, les Etats de l'aire de répartition et d'autres partenaires coopéraient afin de progresser dans l'atteinte des objectifs de l'Accord ».

#### **Point n° 13 de l'ordre du jour - Cérémonie d'ouverture officielle**

84. Son Excellence M. Thierno Lo, ministre de l'Environnement et de la Protection de la Nature de la République du Sénégal, a présidé la cérémonie d'ouverture officielle pour la 3<sup>ème</sup> Session de la Réunion des Parties Contractantes à l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA). La cérémonie, qui s'est tenue pendant la matinée du 24 octobre, a commencé par de la musique et des danses.

85. Le Secrétaire exécutif de l'AEWA s'est réjoui que la Réunion des Parties ait lieu au Sénégal et a renouvelé ses remerciements pour l'hospitalité envers les participants. Le problème de la grippe aviaire est à l'origine de préoccupations importantes en Afrique et il a déclaré espérer que la Réunion clarifie cette question dont les répercussions vont au-delà des problèmes qui touchent les oiseaux migrateurs.

86. Le nouveau Directeur de la Division des Conventions sur l'environnement du PNUE, M. Bakary Kante, a transmis un message à la Réunion de la part du Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'Environnement, Prof. Klaus Töpfer. Le Directeur exécutif a fait remarquer que l'AEWA célébrait un anniversaire important. La survie des oiseaux migrateurs qui traversent les frontières politiques dépend des politiques nationales des pays traversés. Concernant la grippe aviaire, le nouveau Task Force international sur la grippe aviaire de la CMS, dont l'AEWA est membre, a averti que plusieurs espèces d'oiseaux pouvaient être anéanties par la maladie et qu'il existait un risque potentiel d'une pandémie humaine due à une mutation du virus. La prévention dépend des actions entreprises sur la base des meilleures informations possibles. Le Task Force prépare un communiqué de presse qui sera distribué lors de la Réunion. En ce qui concerne l'avenir de l'AEWA, le Directeur exécutif a demandé aux Parties de considérer d'un œil favorable l'augmentation proposée du budget étant donné que le travail du Secrétariat dépend de fonds suffisants. Le PNUE a fourni 25 000 USD à l'AEWA pour soutenir la participation des délégués des pays les moins avancés à la MOP et a cherché des moyens supplémentaires pour renforcer la coopération PNUE/AEWA, notamment en ce qui concerne une vulgarisation et une sensibilisation accrues. Le PNUE a souhaité exprimer qu'il soutenait pleinement l'AEWA et a assuré à la Réunion qu'il allait faire tout effort possible afin de consolider la coopération avec l'AEWA et le reste de la famille de la CMS dans les années à suivre.

<b>Point n° 14 de l'ordre du jour : Cérémonie de remise du prix AEWA</b>
--

87. Le Secrétaire exécutif a annoncé que le prix AEWA était remis pour marquer le 10<sup>ième</sup> anniversaire de l'Accord mais devrait également être décerné lors de chaque MOP ultérieure. Les lauréats avaient été choisis par le Comité permanent sur la base de nominations reçues. Dans la catégorie individuelle, le prix a été décerné à M. David Stroud (Royaume-Uni) en guise de remerciements pour son grand travail inestimable pour l'AEWA ainsi que pour de nombreux autres organismes internationaux et nationaux concernés par la conservation des oiseaux d'eau et des zones humides.

88. M. Stroud a adressé ses remerciements à l'AEWA en déclarant qu'il était à la fois honoré et surpris. Il a promis que l'argent du prix (5 000 USD) serait utilisé pour soutenir la conservation des oiseaux d'eau en Afrique. Il a rappelé à la Réunion que les zones humides étaient confrontées à un déclin continu et qui s'accélère, plus que les autres écosystèmes, et que cela avait de graves conséquences pour les oiseaux d'eau. Il a souligné le rôle que joue l'AEWA pour progresser dans trois domaines-clés : surveiller et établir des comptes rendus pour garantir la disponibilité de données claires sur les tendances et l'état de conservation des populations d'oiseaux d'eau migrateurs ; fixer des priorités stratégiques ciblées pour la conservation des oiseaux d'eau ; et continuer à travailler au-delà des frontières nationales.

89. Dans la catégorie institutionnelle, le prix AEWA a été décerné au gouvernement des Pays-Bas et notamment au ministère de l'Agriculture, de la Nature et de la Qualité des Aliments, moteur de la mise en place de l'AEWA et grand promoteur de l'Accord pendant ses 10 premières années. En recevant le prix, M. Chris Kalden, Secrétaire général du ministère, a déclaré que le mystère de la migration des oiseaux nous apprenait le respect envers la nature mais qu'un travail important était nécessaire pour assurer l'avenir des espèces migratrices. Il a exhorté l'AEWA à accorder une plus grande attention aux valeurs économiques et culturelles des oiseaux d'eau migrateurs et a déclaré qu'il pensait que la mission principale était d'impliquer les parties prenantes à tout niveau mais en particulier à l'échelon local et au niveau des différents secteurs. Il a annoncé que les Pays-Bas multiplieraient par 10 le prix des 5 000 USD pour obtenir une somme de 50 000 USD qui devra être utilisée pour les projets de conservation des oiseaux d'eau au Sénégal et au Cap-Vert. Ces deux projets se concentraient notamment sur la collectivité et des remises symboliques ont été effectuées à l'attention de représentants des deux initiatives ; le Président de la Fédération de la Femme, au Sénégal, et le Directeur du Bureau de Wetlands International en Afrique de l'Ouest.

90. Le Secrétaire exécutif a annoncé que le Comité permanent avait décidé de nommer le Dr. Gerard C. Boere en tant que parrain d'honneur de l'AEWA en reconnaissance à son statut de « père » de l'Accord. Étant donné que le Dr. Boere ne pouvait pas être présent, son message de remerciements - et son assurance qu'il continuerait à soutenir le travail de l'AEWA en toutes occasions - a été transmis à la Réunion par le Président du Comité permanent.

91. Après un intermède musical, le Secrétariat a projeté le nouveau DVD sur l'AEWA qui incluait des vues de la Mer des Wadden et des régions de zones humides du Sénégal.

92. Le ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature a accueilli les participants au nom du Président de la République, du Premier Ministre, du gouvernement et du peuple du Sénégal. Il a remercié les Pays-Bas pour leur soutien à la mise en oeuvre de la politique environnementale au Sénégal et s'est réjoui que les efforts fournis par son pays soient reconnus au niveau international. Le Sénégal est extrêmement important en ce qui concerne les oiseaux d'eau migrateurs et a derrière lui une grande tradition de zones protégées. Les zones humides sont de plus en plus menacées et le pays a élaboré une politique nationale pour ces zones humides afin de pouvoir relever ce défi. Le réseau des Zones marines protégées, créé sous l'égide du Président de la République, joue également un rôle essentiel dans la protection des espèces. Les oiseaux d'eau migrateurs symbolisent la coopération requise entre les pays. Le problème de la grippe aviaire nécessite une attention particulière et le gouvernement du Sénégal encouragera toutes les mesures décidées à cette Réunion. Il a déclaré la Réunion officiellement ouverte.

93. En tant que représentant de la composante environnementale du NEPAD sous l'auspice du Gouvernement du Sénégal le Ministre a signé un Mémorandum d'Accord avec le Secrétaire exécutif adjoint de la CMS, M. Moulay Lahcen El Kabiri, sur le nouveau mécanisme de coordination pour le Mémorandum d'Accord sur les mesures de conservation pour les tortues marines de la côte atlantique de l'Afrique.

<b>Point n° 15 de l'ordre du jour : Grippe aviaire</b>
--

94. M. Ward Hagemeijer, Wetlands International, a fait une présentation résumant brièvement l'état actuel des connaissances scientifique sur la grippe aviaire. Les points principaux sont présentés ci-dessous dans les paragraphes 95-104.

95. Le virus à l'origine de la grippe aviaire s'appelle H5N1, un type A du virus de la grippe. Celui-ci se présente sous deux formes : la forme peu pathogène qui est endémique chez de nombreux oiseaux d'eau et n'est généralement pas mortelle et la forme extrêmement pathogène qui tue les oiseaux en assez grand nombre. Cette dernière forme touche surtout la volaille mais le virus s'est étendu aux oiseaux sauvages qui peuvent le transporter en effectuant les itinéraires de migration. La souche peu pathogène peut connaître une mutation vers une souche extrêmement pathogène et ce, là où il existe de fortes concentrations d'oiseaux ; par exemple dans les fermes avicoles. Il y a également des préoccupations concernant les risques pour les êtres humains. L'Organisation mondiale de la Santé déclare qu'il n'y a actuellement aucun risque pour le public en général et aucun risque pour ce qui est de la consommation de nourriture qui a subi un traitement correct. Cependant, il existe un risque de mutation du virus. Le risque d'une pandémie humaine est actuellement évalué comme étant plutôt faible. Par ailleurs, il est important de faire la distinction entre les niveaux actuels de risque pour les volailles/oiseaux sauvages (niveau élevé) et pour les êtres humains (niveau relativement faible).

96. Le virus est répandu via :

- Le transport de volailles/produits avicoles

- Le transport/commerce légal/illégal d'oiseaux sauvages
- La migration des oiseaux sauvages
- Le transport des matières fécales de volailles
- La consommation d'eau contaminée par des matières fécales
- La consommation d'air provenant de fermes contaminées

97. La propagation du virus H5N1 via les oiseaux sauvages peut se faire directement ou indirectement. Il est important de savoir exactement comment les oiseaux se déplacent d'un site à un autre afin d'évaluer le risque lié à ces déplacements.

98. La possibilité que le virus se propage de manière importante a été illustrée à l'aide d'exemples d'intersections d'itinéraires. Le virus n'avait pas encore été trouvé en Afrique ou en Asie du Sud mais on peut s'attendre à ce qu'il y apparaisse en temps voulu.

99. Les impacts potentiels incluent :

- Impacts économiques sur le secteur de la volaille
- Impacts sociaux et émotionnels
- Répercussion sur la santé des êtres humains
- Impacts sur les sources de revenus
- Impacts sur les populations d'oiseaux sauvages.

100. Les espèces d'oiseaux d'eau dont les populations sont considérées comme étant particulièrement en danger sont les suivantes : l'oie naine (*Anser erythropus*), la bernache à cou roux (*Branta ruficollis*), l'oie à tête barrée (*Anser indicus*), l'oie cygnoïde (*Anser cygnoides*), la cigogne orientale (*Ciconia boyciana*) et la grue de Sibérie (*Grus leucogeranus*).

101. En réaction à ces impacts potentiels, un Task Force scientifique international sur la grippe aviaire a été mis au point sous l'égide de la Convention sur la conservation des espèces migratrices (CMS). Le Task Force de la CMS avait souligné qu'il y avait actuellement un manque de compréhension concernant le comportement du virus dans les populations d'oiseaux d'eau, dans les habitats aquatiques ou dans différentes zones climatiques. Il y a également des questions-clés concernant la probabilité de transmission, la nature et la date des itinéraires de migration au niveau de l'utilisation des sites et les moyens de donner des conseils sur les pratiques fermières pour réduire les risques.

102. Néanmoins, les mesures de réduction des risques pourraient inclure les étapes suivantes :

- Réguler les marchés des animaux
- Mettre en place une surveillance concernant la fréquence du virus chez les oiseaux sauvages
- Mettre en œuvre, par précaution, une suspension du commerce mondial des oiseaux sauvages
- Améliorer les standards en matière d'élevage avicole et de pratiques de marketing
- Améliorer le contrôle des vaccins
- Mieux identifier les itinéraires de migration
- Éviter les mesures contre-productives comme l'élimination ou la destruction d'habitats.

103. Toutes ces mesures impliquent qu'il faut être prêt à la fois au niveau national et au niveau international.

104. En tant que membre du Task Force international, l'AEWA pourrait jouer un rôle clé en communiquant des informations précises et en les rendant largement accessibles. Un

communiqué de presse a été distribué à la Réunion et les délégués ont été informés concernant les sites web de Wetlands International et de la FAO pour des informations supplémentaires.

105. La Communauté européenne a remercié Wetlands International pour son excellent travail sur un dossier très sensible et sa participation scientifique précieuse à l'ensemble du débat. La grippe aviaire a eu de graves implications eu égard à la santé humaine, aux questions économiques et à la conservation de la nature. La CE a pris des initiatives pour augmenter la surveillance et les conseils eu égard à la virologie et à l'ornithologie. D'autres étapes comprenaient une biosécurité accrue pour réduire les contacts entre les volailles et les oiseaux sauvages dans les zones considérées à haut risque. Un débat avisé et scientifiquement fondé est nécessaire et les informations provenant d'experts de Wetlands International et d'autres organismes sont cruciales. C'est la raison pour laquelle la Communauté européenne apporte son soutien financier à une évaluation des données disponibles. Il est également important que les pays garantissent une coordination étroite entre les autorités chargées de l'ornithologie et celles chargées des questions vétérinaires et des questions relatives à la virologie. L'AEWA et la CMS jouent un rôle très important.

106. Le Royaume-Uni, au nom des Etats membres de l'Union européenne présents, a pensé qu'il serait utile pour la MOP de réfléchir sur les points figurant dans l'exposé et d'indiquer le rôle de l'AEWA dans un avant-projet de Résolution.

107. La France a approuvé cette proposition.

108. De nombreuses délégations africaines, y compris la Guinée, le Kenya, Madagascar, le Mali, le Nigeria, le Sénégal, la Tunisie et le Bureau régional de l'UICN pour l'Afrique de l'Ouest ont souligné les points faisant l'objet de préoccupations particulières en Afrique. Il s'agit notamment de la difficulté de faire face aux défis que présente la grippe aviaire étant donné que les ressources de la région sont limitées et qu'un grand fossé sépare les décideurs et le public en matière d'information et de sensibilisation.

109. Il a été décidé que des approches innovantes et communes étaient nécessaires pour garantir que la communauté internationale soutienne les efforts nationaux et régionaux pour s'attaquer au problème. Cela devrait commencer par une évaluation des risques et des actions requises.

110. Le Président a demandé que le comité de session sur les questions techniques/scientifiques de la MOP3 se charge de la proposition du Royaume-Uni et prépare un avant-projet de Résolution.

<b>Point n° 16 de l'ordre du jour – Questions scientifiques et techniques</b>
---

a) Clarification de l'expression 'déclin à long terme'

111. Le Président du Comité technique a présenté le document MOP 3.11 'Proposition de clarification de la définition de l'expression « déclin significatif à long terme » des populations d'oiseaux d'eau'. Il a noté qu'en réponse à la demande de la MOP2 d'élaborer ces conseils, le Comité technique avait établi un groupe de travail sous la présidence de M. David Stroud, Royaume-Uni. A sa 6<sup>ème</sup> réunion, le Comité technique s'était mis d'accord sur la proposition figurant au document MOP 3.11.

112. M. Stroud a fait rapport sur les délibérations du groupe de travail. La définition proposée est: « il s'agit d'un déclin significatif à long terme d'une population lorsque les meilleures données, informations ou évaluations disponibles indiquent que son nombre ou son aire de répartition a

décliné d'au moins 25% sur une période de 25 ans ou de 7,5 générations ». La clarification pour l'application de cette définition comportait les points suivants:

- Toute définition sera toujours appliquée sur la base des meilleures connaissances d'experts;
- Au cas où il existerait des tendances divergentes dans différents pays, le taux appliqué devrait couvrir au moins 50% des pays situés dans l'aire de répartition d'une espèce;
- Si des informations ne sont pas disponibles, des périodes de moins de 25 ans pourraient être utilisées, mais ne devraient normalement pas être inférieures à 9 ans.
- Lorsqu'il s'agit de populations dont on sait que leur nombre est très faible, les jugements d'experts devraient se faire sur une base préventive.

113. En réponse à une question du Kenya, M. Stroud a confirmé que le groupe de travail a reconnu l'importance des renseignements sur la qualité des habitats comme un facteur contribuant aux déclin des populations et a souligné la recommandation du groupe d'utiliser des données qualitatives et quantitatives dans l'évaluation des déclin.

114. La France s'est félicitée de l'excellent travail réalisé par le Comité technique, mais a suggéré que tous les renseignements disponibles soient pris en considération et non seulement les données des 25 dernières années. La France a également estimé qu'une période de 9 ans serait trop courte dans le cas des espèces dont les populations font l'objet d'une fluctuation naturelle. Enfin, si un déclin éventuel était identifié sur une base quantitative, il faudrait demander la contribution des personnes connaissant la situation sur le terrain avant de prendre une décision pour inscrire l'espèce à une Annexe.

115. L'Allemagne a noté qu'elle présenterait des amendements mineurs au comité de session pertinent de la MOP3.

116. Le Président a demandé que le comité de session de la MOP3 se penche aussi sur les points soulevés par la France.

#### **b) Eclaircissements sur les procédures utilisées pour délimiter les populations biogéographiques d'oiseaux d'eau**

117. Le Président du Comité technique a présenté le document MOP 3.12 'Proposition de conseils pour la définition des populations biogéographiques d'oiseaux d'eau'. Le Comité technique avait mis en place un groupe de travail sous la présidence de M. David Stroud, Royaume-Uni. En se basant sur les résultats obtenus par ce groupe de travail, le document MOP 3.12 avait été approuvé par la 6<sup>ème</sup> réunion du Comité technique pour être transmis à la MOP pour examen avec l'avant-projet de la Résolution 3.2.

118. M. Stroud a présenté les principales conclusions de l'examen du groupe de travail.

119. Le Président du Comité technique a noté que le deuxième paragraphe du préambule de la Résolution 3.2 devrait faire référence au document MOP 3.12, et non pas à MOP 3.10.

120. La CE a noté que le rôle de Wetlands International pourrait être davantage mis en évidence dans l'avant-projet de la Résolution 3.2.

121. La France a reconnu la très bonne qualité du travail réalisé par le groupe de travail, mais a suggéré d'amender la Rés. 3.2 pour accorder la priorité aux études génétiques des populations et à l'utilisation de ces études dans la définition des populations biogéographiques.

122. La Suisse a attiré l'attention sur les éventuelles conséquences financières de la Rés. 3.2, qui nécessiterait un travail supplémentaire de Wetlands International. Ce travail devrait être financé sous une forme ou sous une autre.

123. Le Président a demandé que ces observations et propositions soient transmises au comité de session de la MOP3 sur les questions scientifiques et techniques.

### **c) Développement de lignes directrices pour l'interprétation des critères utilisés dans le Tableau 1 du Plan d'action de l'AEWA**

124. Le Secrétariat a présenté l'avant-projet de Résolution 3.3 'Elaboration de lignes directrices pour l'interprétation des critères utilisés dans le Tableau 1 du plan d'action de l'AEWA'. Ceci implique qu'au cours de la prochaine période triennale le Comité technique devrait se pencher sur l'élaboration de telles lignes directrices et devrait les soumettre à la MOP4 pour adoption.

125. Le Royaume-Uni a proposé d'ajouter le nouveau paragraphe opérationnel suivant: « Demande en outre au Comité technique d'examiner les conseils convenus à la MOP 3 pour le 'déclin à long terme' à la lumière de son application dans la pratique et de faire rapport sur sa pertinence aux futures MOP ».

126. Le Président a demandé au Comité de session de la MOP3 sur les questions scientifiques et techniques d'examiner cette proposition.

## **Point n° 17 de l'ordre du jour – Mise en oeuvre de l'Accord et Plan d'action**

### **a) Synthèse des rapports nationaux**

127. Le Secrétariat a présenté le document MOP 3.13 'Synthèse préliminaire des informations fournies par les Parties à l'AEWA dans leurs rapports nationaux sur la mise en oeuvre de l'Accord pendant la période triennale 2003-2005', attirant l'attention sur le faible taux de soumission des rapports nationaux (23 des Parties contractantes au 30 septembre 2005) et par conséquent sur la nature provisoire de l'analyse reprise dans ce document. Les résultats de mise en œuvre et les priorités ont été brièvement résumés.

### **b) Rapports sur la suppression progressive de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides**

128. Le Secrétariat a présenté le document MOP 3.14 'Synthèse préliminaire d'information fournie par les Parties de l'AEWA sur la suppression progressive de l'utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides'. Seulement 14 rapports avaient été soumis par les Parties contractantes au 30 septembre 2005 (moins d'un tiers du total), avec un rapport additionnel d'un signataire. Ainsi, la synthèse était extrêmement provisoire.

### **c) Demande de soumission des rapports nationaux manquants**

129. Le Secrétariat a également présenté l'avant-projet de la Résolution 3.4, qui souligne l'importance des rapports nationaux et prié instamment toutes les Parties contractantes qui ne l'ont pas encore fait de soumettre ces rapports avant la fin 2005.

130. Le Président a reconnu que les informations disponibles à ce jour pourraient servir à indiquer certaines tendances générales, mais l'interprétation était sérieusement limitée par le faible nombre

de rapports reçus. Il soutenait l'appel pour la soumission de tous les rapports qui n'ont pas encore été reçus avant le 31 décembre 2005.

131. Suite à une demande du Royaume-Uni, s'exprimant au nom des Etats membres de l'UE présents, le Président a convenu que toutes observations additionnelles relatives à ce point de l'ordre du jour seraient reprises au cours des séances plénières à venir.

<b>Point n° 18 de l'ordre du jour - Propositions de surveillance de mise en œuvre de l'Accord et de son Plan d'action</b>
---

**a) Proposition pour un format en ligne pour les Rapports nationaux**

132. Le Secrétaire exécutif a introduit l'avant-projet de la Résolution 3.5 « Élaboration d'un format de rapport national en ligne ». Ce format devait être présenté par PNUE/CMSC (UNEP/WCMC) mais ceci n'a pas été le cas dû à des engagements préalables. La question a été débattue à plusieurs reprises par le Comité permanent et le Comité technique. L'intention était de faciliter l'élaboration des Rapports nationaux pour les Parties contractantes en se basant sur l'expérience du Mémorandum d'Accord sur les tortues marines qui permet aux Parties d'utiliser un mot de passe pour télécharger des informations sur les activités nationales de l'Internet. Il était prévu de faire la même chose pour l'AEWA de manière à ce que les Parties puissent rassembler les informations dans leurs rapports généraux adressés à la CMS. Les secrétariats dans la famille CMS ont étroitement coopéré afin de développer un outil en ligne harmonisé. La Réunion du comité de session sur les questions techniques et scientifiques de la MOP3 pourrait décider s'il est nécessaire de recommander l'introduction du format de rapport national en ligne pour l'AEWA à la MOP4 ou s'il serait préférable de le mettre en place plus tôt.

133. Le Royaume-Uni, au nom des Etats membres de l'Union européenne présents, a largement soutenu l'avant-projet de la Résolution 3.5 et a noté, par la même occasion, qu'une grande partie du travail était effectuée sous l'égide du Directeur des Conventions sur l'Environnement du PNUE. L'ajout suivant au premier paragraphe en vigueur de l'avant-projet de la Résolution 3.5 a été proposé : « Le format devrait chercher à harmoniser davantage l'établissement de rapports avec d'autres accords internationaux sur la biodiversité en développant des modules de rapport communs. »

134. Pendant la discussion et avec la contribution de la Tanzanie / Président du Comité permanent, du Royaume-Uni, du PNUE/CMS et du Secrétaire exécutif, il a été reconnu qu'il serait important de mettre progressivement en place un système en gardant à l'esprit l'objectif à long terme exprimé par l'amendement proposé par le Royaume-Uni. Cela permettrait à ces Parties de faire face aux restrictions budgétaires pour adapter le nouveau format en ligne.

135. La Suisse a apporté son soutien total à la proposition du Royaume-Uni et a suggéré d'ajouter aux paragraphes en vigueur de l'avant-projet de Résolution 3.5 ce qui suit : « ...prenant en considération les résultats de l'analyse des difficultés rencontrées par certaines Parties contractantes à fournir leurs rapports nationaux (avant-projet de Résolution 3.4) » et en ajoutant un troisième paragraphe en vigueur à l'avant-projet de Résolution 3.4 : « *Charge* le Secrétariat d'analyser les difficultés rencontrées par certaines Parties contractantes à fournir leurs rapports nationaux et rendre les résultats de cette analyse accessibles au Comité permanent avant la MOP4 ».

136. Le Président a déclaré que l'avant-projet de Résolution 3.5 était approuvé après inclusion de ces amendements à l'amiable et pouvaient être transmis ultérieurement pour adoption à la Réunion.



## **b) Proposition d'élaborer des études internationales pour MOP4**

137. Le Secrétaire exécutif de l'AEWA s'est référé au document 3.15 « Vue d'ensemble des études nécessaires pour la mise en oeuvre de l'Accord à soumettre à la MOP4 en 2008 ». Le paragraphe 4 du Plan d'action de l'AEWA stipulait qu'un certain nombre d'études internationales devaient être produites d'ici la MOP4. L'un de ces rapports, le Rapport sur l'état de conservation des espèces d'oiseaux migrateurs dans la région de l'AEWA (document Inf. 3.1), est maintenant disponible mais certains autres doivent encore être élaborés étant donné les restrictions budgétaires.

138. Aussi bien par le Comité technique que par le Comité permanent il a été souligné la nature essentielle de ces rapports et ont indiqué que, si les Parties contractantes partageaient le même avis, des ressources supplémentaires seraient requises.

139. Le Royaume-Uni, parlant au nom des Etats membres de l'Union européenne présents, a souligné que ces études étaient obligatoires dans le cadre de l'Accord. Ces études forment la base pour évaluer la performance de l'Accord et mettre en place des priorités futures, notamment en vue d'atteindre l'objectif du Sommet mondial sur le développement durable en 2002, visant à réduire, de manière considérable et d'ici 2010, le taux de pertes de biodiversité. Les restrictions budgétaires auxquelles le Secrétariat est confronté ont été reconnues et il revient maintenant aux Parties de trouver une solution dans la prochaine discussion sur le budget.

140. La Suisse a accepté ce point de vue et a ajouté que le travail devait, si possible, être sous-traité avant 2007/2008 de manière à ce que les rapports soient évalués par le Comité technique en amont de la MOP4.

<b>Point n° 19 de l'ordre du jour - Développement d'un partenariat international pour aider à l'estimation des populations d'oiseaux d'eau</b>
--

141. M. David Stroud, du Royaume-Uni, parlant au nom du Comité technique, s'est référé à l'avant-projet de Résolution 3.6. « Développement d'un partenariat international pour aider à l'estimation des populations d'oiseaux d'eau ». Cette résolution propose de développer un partenariat de financement pour un certain nombre de résultats fournis par Wetlands International et elle permettrait une bien meilleure compréhension des populations d'oiseaux d'eau. La résolution reflète la valeur du Recensement International des oiseaux d'eau, mais reconnaît le manque chronique de financement jusqu'à ce jour et les conséquences que cela a sur l'AEWA. Cette situation implique une approche commune pour placer les résultats-clés du Recensement International des oiseaux d'eau en matière de politique sur une bonne base financière.

142. Le Royaume-Uni a soutenu la résolution au nom des Etats membres de l'Union européenne présents. La Communauté européenne, étant d'accord que le financement futur de ce travail était une question nécessitant une attention particulière, soulignait qu'elle n'était pas en mesure de s'engager à long terme au cours de la MOP actuelle. Néanmoins, l'UE tenait absolument à explorer les mécanismes possibles avec le Secrétaire exécutif.

143. Étant donné qu'il n'y avait pas de commentaires supplémentaires, le Président a déclaré que l'avant-projet de Résolution était approuvé et serait transmis pour adoption formelle ultérieure à la Réunion.

<b>Point n° 20 de l'ordre du jour - Suivi de la Conférence internationale sur les voies de migration, du changement climatique et des oiseaux d'eau</b>
---

144. Le Royaume-Uni a introduit un avant-projet de Résolution 3.7 « Mise en œuvre des conclusions de la Conférence *Oiseaux d'eau du monde* ». La Déclaration d'Edimbourg a été annexée à la Résolution 3.7 et un petit fascicule sur la Conférence a été circulé aux participants de MOP 3. La conférence a reconnu que malgré les progrès effectués dans la conservation des oiseaux d'eau, de nombreuses espèces et de nombreux habitats sont encore menacés, nécessitant des mesures urgentes.

145. Étant donné qu'il n'y a pas eu de commentaires de la part des participants, le Président a déclaré que la Résolution 3.7 a été approuvée pour adoption ultérieure à la Réunion.

146. Le Royaume-Uni a introduit l'avant-projet de Résolution 3.17 « Changement climatique et oiseaux d'eau migrateurs ». Différents rapports scientifiques avaient prévu des effets de changement climatique avec de graves répercussions possibles sur les oiseaux d'eau migrateurs, par exemple, un réchauffement extrême dans l'Arctique et une réduction de précipitations dans le Bassin méditerranéen. Cependant, relativement peu d'études ont été réalisées sur les impacts possibles du changement climatique sur la biodiversité. Le Royaume-Uni avait délégué une étude récente qui montrait que plus de 80% des espèces couvertes par la CMS étaient menacées par les impacts du changement climatique. Les changements dans les distributions des espèces migratrices se produisaient déjà et les limites à la migration étaient devenues plus importantes. Les espèces arctiques et montagneuses étaient particulièrement vulnérables. Le texte de l'AEWA n'incluait pas de référence explicite concernant les questions de changement climatique mais il était temps, pour MOP, de penser à cela et à des solutions qui seraient nécessaires. L'avant-projet 3.17 vise par conséquent à tenir compte d'une telle considération.

147. Le Secrétaire exécutif a indiqué que certaines missions assignées au Secrétariat dans l'avant-projet de Résolution 3.17 pourraient avoir des implications financières et a demandé qu'elles soient prises en considération par le groupe de travail de la MOP3 qui discutera de ce texte.

148. La Suisse a exprimé ses préoccupations concernant la clarté de certains passages du texte et a déclaré qu'une révision importante était requise, notamment en relation avec les implications en matière de ressources évoquées par le Secrétaire exécutif.

149. Le Président a demandé que le comité de session sur les questions techniques/scientifiques prenne en compte ces aspects.

150. Le Royaume-Uni a assuré à la Réunion qu'il se chargerait d'une partie importante du travail envisagé, en soutien à l'Accord et en conformité avec l'importance attachée par le gouvernement du Royaume-Uni au changement climatique. Un tel soutien couvrirait les questions à la fois scientifiques et d'information.

151. Se réjouissant de cet engagement, le Président du Comité permanent a néanmoins souligné que le changement climatique concernait également les pays qui ne disposaient pas des moyens pour effectuer une recherche commune.

152. En réaction à la question exprimée par le Kenya, le Secrétaire exécutif a souligné que le Secrétariat pouvait uniquement effectuer le travail en fonction de la mise à disposition des ressources nécessaires à cet égard.

<b>Point n° 21 de l'ordre du jour – Proposition d'amendements aux Annexes de l'Accord</b>
---

153. Présentant ce point de l'ordre du jour, M. Preben Clausen, s'exprimant au nom du Comité technique, a rappelé qu'une discussion concernant d'éventuels amendements du Tableau 1 de l'Accord avait eu lieu à la MOP2. Ces amendements potentiels portaient sur deux populations de

Canards colvert *Anas platyrhynchos*, une population de Canards pilet *Anas acuta* et une population d'Eiders à duvet *Somateria mollissima*. La MOP2 avait convenu qu'il existait certains doutes concernant le statut de ces populations et que l'absence d'une définition de l'expression 'déclin à long terme' posait difficulté. Des informations générales sur le statut actuel de ces populations étaient reprises dans le document MOP 3.31 'Révision du statut de quatre populations de trois espèces de canards (l'Eider à duvet *Somateria mollissima*, le Canard colvert *Anas platyrhynchos* et le Canard pilet *Anas acuta*)'. Des données relatives aux analyses des tendances avaient été fournies par Wetlands International, conformément à la décision du Comité technique d'utiliser des données couvrant une période de 25 ans pour ces analyses. Sur la base de l'analyse des tendances pour le Canard colvert et le Canard pilet, le Comité technique a conclu comme suit:

- Canard colvert – population du Nord-ouest européen: un déclin à long terme n'a pas pu être observé.
- Canard colvert – population du Nord européen/Ouest méditerranéen: aucune preuve définitive pour un déclin à long terme, mais la situation était précaire et devrait être examinée.
- Canard pilet – population du Nord-ouest européen: un déclin à long terme n'a pas pu être observé.

154. Le Comité technique a donc convenu que les deux populations de Canards colvert devraient rester dans la colonne C, catégorie 1 dans le Tableau 1 de l'Accord. La population de Canards pilet devrait rester dans la colonne B du Tableau 1.

155. S'agissant de la population de l'Eider à duvet dans la région de la Baltique et dans la Mer des Wadden, le M. Clausen a fait référence au document Inf. 3.11 'Statut de la population de la Baltique/Mer des Wadden de l'Eider à duvet *Somateria m. mollissima*'. Les données disponibles ont relevé une augmentation récente de la mortalité d'oiseaux de tous âges et des résultats de reproduction plus faibles en Finlande. Le Comité technique a recommandé que dans l'attente de l'élaboration et de l'adoption des orientations officielles prévues dans le projet de Résolution 3.3 'Elaboration de lignes directrices pour l'interprétation des critères utilisées dans le Tableau 1 du Plan d'action de l'AEWA', une approche de précaution devrait être adoptée et la population transférée de la colonne C, catégorie 1 à la colonne B, catégorie 2d.

156. Le Président a demandé au Comité de session sur les questions scientifiques et techniques de reprendre la discussion sur les questions soulevées.

157. S'agissant des documents MOP 3.16 'Proposition d'introduction de nouvelles espèces à l'Annexe 2', MOP 3.29 Rev.2 'Proposition d'amendement du Plan d'action de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA)', le projet de Résolution 3.8 'Amendement des Annexes de l'Accord' et Inf.3.1 'Rapport sur l'état de conservation des oiseaux d'eau migrateurs dans la zone de l'Accord', le Secrétaire exécutif a résumé la situation au regard des amendements proposés aux Annexes 2 et 3 de l'Accord. Malheureusement, le processus suivi pour la préparation de ces documents pour soumission à la MOP3 n'a pas été conforme à l'Article X de l'Accord stipulant que tout amendement proposé à l'Accord ou à ses Annexes peut être soumis seulement par une Partie contractante et doit être diffusé aux Parties contractantes au moins 150 jours avant une MOP. Le Secrétariat a assumé la pleine responsabilité pour cette inadvertance. Le Dépositaire avait signalé que les dispositions de l'Article X primaient sur tout projet de résolution relatif à ces questions. La MOP devait déterminer si néanmoins elle souhaitait discuter les propositions d'amendements, compte tenu du temps et des ressources consacrés à l'élaboration des documents présentés.

158. Le Royaume-Uni, s'exprimant au nom des Etats membres de l'UE présents, a estimé que les Parties à l'AEWA partageaient la responsabilité pour l'application des dispositions de l'Accord. Les questions abordées par le Secrétaire exécutif méritaient en fait d'être débattues par la MOP,

mais l'UE souhaitait soulever plusieurs points d'ordre général qui devraient aussi être pris en compte. L'Accord avait fait un bon travail en développant sa base des Parties contractantes jusqu'ici, mais 2010 approchait et l'Accord devait dorénavant orienter ses efforts vers la mise en oeuvre en vue d'atteindre l'objectif du SMDD. L'expansion taxonomique de l'Accord au stade actuel, en particulier vers le milieu marin, pourrait conduire à une dilution de la priorité principale de l'AEWA accordée aux oiseaux d'eau, et l'UE a fait remarquer que le moment ne serait pas approprié pour ajouter de nouvelles espèces. Beaucoup de travail restait à réaliser pour répondre aux priorités de conservation principales figurant déjà dans le Plan d'action de l'Accord. Il faudrait se concentrer sur l'atteinte de ces objectifs, en particulier dans la région africaine, tenant compte du fait que le nombre de populations dont l'état de conservation se détériore est plus important que celui des populations pour lesquelles l'on enregistre une amélioration de l'état de conservation (presque 2:1). La proposition de développer un Plan stratégique de l'AEWA offrait le cadre le plus approprié pour traiter la question de la priorité future de l'AEWA. Traiter la question de la conservation des oiseaux de mer constituerait un éloignement de l'Accord, et l'UE s'est demandé si l'Accord disposait des ressources nécessaires pour s'occuper des divers acteurs et cadres juridiques entièrement nouveaux et pour s'élargir même plus lentement. L'Article X prévoyait un calendrier précis pour les propositions d'amendements à l'Accord ou ses Annexes, et une dérogation pourrait constituer un précédent fâcheux. Pour finir, le Royaume-Uni a souligné des préoccupations supplémentaires de l'UE concernant des propositions d'amendements spécifiques au plan d'action et au Tableau 1 du Plan d'action.

159. La Suisse a convenu qu'il était important de respecter le texte de l'Accord, tout en étant aussi souple que possible afin de prendre les décisions nécessaires pour assurer les meilleurs résultats en matière de conservation. En tant que membre du Comité technique, la Suisse a également reconnu qu'elle aurait dû informer les Parties qu'elle représentait au sein du Comité que cette question avait été soulevée. Finalement, la Suisse s'est réjouie de la chance de discuter les points détaillés soulevés par le Royaume-Uni au nom des Etats membres de l'UE présents au sein du Comité de session sur les questions scientifiques et techniques.

160. La Communauté européenne a soutenu les préoccupations soulevées par le Royaume-Uni au nom des Etats membres de l'UE. Il s'agissait d'enjeux substantiels et l'on ne pourrait qu'insister sur le fait qu'au vu du délai extrêmement court pour examiner les documents pertinents il était très difficile, voir impossible, de parvenir à une position sur les propositions dont certaines auraient des conséquences juridiques au sein de l'UE, si elles étaient adoptées. Il était aussi important d'assurer que les procédures préparatoires se déroulent correctement pour les futures MOP, notamment en ce qui concerne le rôle des organes subsidiaires. La CE avait certaines propositions d'amendements au projet de Résolution 3.8 qu'elle transmettrait au Comité de session les questions scientifiques et techniques.

161. Le Secrétaire exécutif a rassuré la Réunion que la disposition des '150 jours' de l'Article X serait respectée.

162. Le Vice-président a demandé au Comité de session sur les questions scientifiques et techniques de reprendre la discussion concernant les points évoqués par le Royaume-Uni/UE, la Suisse, la CE et le Secrétaire exécutif.

<b>Point n° 22 de l'ordre du jour – Proposition pour l'élaboration d'un Plan stratégique pour l'Accord</b>
--

163. Le Secrétariat a présenté le projet de Résolution 3.9 'Elaboration d'un Plan stratégique pour l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs' et le document 3.2 'Projet de plan stratégique pour la CMS'. La prochaine COP de la CMS examinerait un projet de Plan stratégique

pour la CMS. Il a été proposé que ce plan, s'il était adopté, devrait être utilisé comme base pour l'élaboration d'un Plan stratégique de l'AEWA à soumettre à la MOP4 pour adoption officielle.

164. Le Vice-président a demandé au Comité de session sur les questions financières et administratives de traiter cette question.

<b>Point n° 23 de l'ordre du jour – Projet de stratégie de communication pour l'Accord</b>
--

165. Le Secrétariat a brièvement présenté le document MOP 3.17 'Elaboration d'une stratégie de communication' et le projet de Résolution 3.10 'Stratégie de communication pour l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA)'. Le processus d'élaboration d'une stratégie de communication a été lancé deux ans plus tôt avec des fonds du Royaume-Uni. Des progrès ont été observés par les Comités technique et permanent, ce dernier ayant approuvé le projet de stratégie en vue de le transmettre à la MOP.

166. Mme Gwen van Boven, consultante pour le Secrétariat, a déclaré que ce document était le fruit d'un long processus consultatif impliquant les Etats de l'aire de répartition et de nombreux partenaires. La stratégie a été conçue pour être utilisée activement par les Parties contractantes et le Secrétariat en vue d'améliorer leur travail en matière de communication. Son objectif prioritaire était pour « *le Secrétariat de l'AEWA d'entamer, faciliter et soutenir la communication en améliorant la coopération entre ses organes officiels et ses Parties contractantes dans leurs efforts de mise en œuvre de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie* ».

167. Les objectifs de la stratégie étaient de:

- stimuler et accroître la communication interne performante
- renforcer et développer les mécanismes pour une communication externe performante
- renforcer la capacité de communication au niveau régional
- accroître le partage des connaissances

168. La stratégie prévoyait des procédures de surveillance/examen à différents niveaux, y compris des rapports annuels, un examen à mi-chemin et un examen final pour soumission au Comité permanent. Finalement, le projet de stratégie comportait aussi un projet de budget, une stratégie de financement et un plan d'action quadriennal pour sa mise en oeuvre.

169. Madagascar a pleinement souscrit à la stratégie de communication mais a fait trois propositions:

- (i) une attention accrue devrait être accordée à la promotion de la communication externe avec le Secrétariat et les Etats de l'aire de répartition non Parties
- (ii) une importance particulière devrait être accordée aux communications dans la région africaine
- (iii) la coopération avec et le soutien du secteur privé devrait être renforcée en ce qui concerne les activités de communication, p. ex. par l'intermédiaire de parrainages.

170. Le Mali a soutenu l'avis exprimé par Madagascar.

171. Le Royaume-Uni, s'exprimant au nom des Etats membres l'UE présents, a signalé que les réunions de coordination de l'UE n'avaient pas encore eu le temps pour se pencher sur cette question.

172. Le Kenya a communiqué son ferme soutien pour le projet de stratégie de communication, mais a suggéré que les avantages potentiels d'un renforcement des liens de communication au sein de la famille CMS devraient être explorés davantage. Le Kenya a aussi soutenu le point soulevé par Madagascar, à savoir que l'AEWA était relativement bien connu aux niveaux national et mondial, mais quasiment inconnu au niveau local. La stratégie de communication devrait être très précise en ce qui concerne les moyens de communication avec les acteurs des communautés.

173. Le Secrétaire exécutif a déclaré que certaines discussions avaient déjà eu lieu avec la CMS, qui ne disposait pas encore de sa propre stratégie de communication. Cette question ferait l'objet de discussions ultérieures.

174. Le Secrétariat du PNUE/CMS a reconnu qu'un lien clair avec la famille CMS devrait être ajouté au projet de stratégie et qu'une telle adaptation serait très utile.

175. Le Vice-président a demandé que tous ces points soient traités par le Comité de session sur les questions financières et administratives.

<b>Point n° 24 de l'ordre du jour – Propositions de priorités internationales de mise en œuvre de l'AEWA pour 2006-2008</b>
---

176. Le Secrétariat a présenté le document MOP 3.18 'Propositions de priorités internationales de mise en œuvre de l'AEWA pour 2006-2008' et le projet de Résolution 3.11 'Priorités internationales de mise en œuvre de l'AEWA 2006 - 2008'. La liste des priorités internationales de mise en œuvre avait été élaborée en vue d'aider les donateurs et les acteurs dans le soutien de la mise en œuvre du Plan d'action de l'AEWA. Cette liste a été modifiée dernièrement par la MOP2. Le document MOP 3.18 comportait des révisions basées sur une large consultation et approuvées par le Comité technique pour transmission à la MOP. Le projet de Résolution 3.11 a préconisé l'adoption des priorités internationales de mise en œuvre pour la prochaine période triennale comme exposées dans le document MOP 3.18, conjointement avec des mesures pour soutenir la mise en œuvre et l'examen des priorités internationales de mise en œuvre en cours.

177. Étant donné qu'il n'y avait pas de commentaires de la part des participants, le Vice-président a demandé au Comité de session sur les questions scientifiques et techniques de reprendre la discussion sur les documents soumis par le Secrétariat.

<b>Point n° 25 de l'ordre du jour – Avant-projets des Plans d'action internationaux par espèce</b>
--

178. Le Secrétariat a présenté les documents MOP 3.19, 3.20, 3.21, 3.22 et 3.23 et le projet de Résolution 3.12 'Adoption et mise en œuvre des plans d'action internationaux par espèce'. Cinq avant-projets des plans d'action internationaux par espèce avaient été soumis à la MOP pour examen.

**a) Bernache cravant à ventre pâle, population du Haut-arctique dans l'Est du Canada – *Branta bernicla hrota***

179. Ce plan d'action international par espèce était repris dans le document MOP 3.19 et avait été compilé par le Fonds pour le gibier sauvage et les zones humides (Wildfowl and Wetlands Trust), Royaume-Uni. L'avant-projet final avait fait l'objet d'un examen par des experts, les États de l'aire de répartition pertinents et le Comité technique et avait été approuvé par le Comité permanent pour soumission à la MOP.

#### **b) Ibis chauve – *Geronticus eremita***

180. Ce plan d'action international par espèce figurait dans le document MOP 3.20 et couvrait toute l'aire de répartition de cette espèce gravement menacée d'extinction. Ce plan d'action avait été compilé principalement par la SEO, le partenaire espagnol de BirdLife, avec des contributions d'autres experts. L'avant-projet final avait fait l'objet d'un examen par des experts, les Etats de l'aire de répartition pertinents et le Comité technique et avait été approuvé par le Comité permanent pour soumission à la MOP.

#### **c) Fuligule nyroca – *Aythya nyroca***

181. Ce plan d'action international par espèce, repris dans le document MOP 3.21, avait été une initiative conjointe de l'AEWA et de la CMS et couvrait toute l'aire de répartition de l'espèce et avait été compilé par BirdLife International. L'avant-projet final avait fait l'objet d'un examen par des experts, les Etats de l'aire de répartition pertinents et le Comité technique et avait été approuvé par le Comité permanent pour soumission à la MOP.

#### **d) Erismature à tête blanche – *Oxyura leucocephala***

182. Ce plan d'action international par espèce, repris dans le document MOP 3.22, avait été une initiative conjointe de la Commission européenne, de l'AEWA et de la CMS et couvrait toute l'aire de répartition de l'espèce menacée d'extinction et avait été compilé par BirdLife International. L'avant-projet final avait fait l'objet d'un examen par des experts, les Etats de l'aire de répartition pertinents et le Comité technique et avait été approuvé par le Comité permanent pour soumission à la MOP. Au niveau de l'UE, ce plan a été approuvé par le Comité Ornis.

#### **e) Rôle des genêts – *Crex crex***

183. Ce Plan d'action par espèce (SSAP), contenu dans le document MOP 3.23, est une initiative commune de la Commission européenne, de l'AEWA et de la CMS. Il couvre toute l'aire de répartition de l'espèce et a été établi par BirdLife International. Le dernier avant-projet a été révisé par des experts, des États de l'aire de répartition concernés et le Comité technique et a été approuvé par le Comité permanent pour soumission à la MOP. Au niveau de l'Union européenne, le plan a été accepté par le Comité Ornis.

184. L'avant-projet de Résolution 3.12 a prévu l'adoption des cinq Plans d'action par espèce (SSAP) et a exhorté les Parties Contractantes à mettre en œuvre à la fois les Plans d'action et les trois SSAP préalablement adoptés par la MOP.

185. Deux SSAP supplémentaires sont en cours de réalisation, à savoir une actualisation du SSAP pour l'oie naine (*Anser erythropus*) et un nouveau SSAP pour l'érismaire maccoa (*Oxyura maccoa*). Il était prévu de circuler les avant-projets finaux au cours de l'année 2006. L'avant-projet de Résolution 3.12 a proposé de charger le Comité permanent de les adopter ainsi que d'autres SSAP futurs, et ce, entre les Réunions, au nom de la MOP.

186. Le Vice-président a demandé au Comité de session sur les questions scientifiques et techniques de s'occuper d'une proposition du Danemark concernant un amendement technique du SSAP pour le rôle des genêts.

187. La Syrie a noté qu'elle a commencé à mettre en œuvre des mesures pour la conservation de l'ibis chauve, y compris la désignation du site principal de l'espèce comme zone spécialement protégée, le développement de la surveillance (y compris une initiative de coopération pour mettre en œuvre un suivi par satellite), la cessation de la chasse sur le site ainsi que des activités de sensibilisation du public aux niveaux national et local. En général, le SSAP semble se fonder sur des données de 2002. Cependant, la situation a connu quelques progrès depuis lors et certains

amendements sont donc nécessaires. La Syrie soumettra les amendements proposés au Secrétariat recommandant que, dans les années à venir, les efforts se concentrent sur le suivi par satellite, et encourageant la communauté locale à participer à la surveillance du site et au travail de protection.

188. Le Maroc a considéré qu'il était l'État de l'aire de répartition le plus concerné par le SSAP pour l'ibis chauve et il soumettra également des observations écrites au Secrétariat.

189. La France a fait référence à quelques erreurs mineures dans le SSAP pour le râle des genêts et a indiqué que celles-ci seraient évoquées au sein du Comité de session. L'espèce est totalement protégée en France.

190. Le Royaume-Uni, se prononçant au nom des pays membres de l'Union européenne présents, avait quelques commentaires à faire sur l'avant-projet de Résolution, ceux-ci seront évoqués au Comité de session et leur compatibilité avec les décisions préalables de la MOP sera vérifiée.

191. Le Kenya a demandé combien de temps était nécessaire pour finaliser le SSAP pour l'érismaire maccao et a insisté que cela soit fait dans les plus brefs délais étant donné que l'état de l'espèce se détériore rapidement.

192. Le Secrétariat a noté que l'avant-projet final du SSAP pour l'érismaire maccao a été reçu récemment et serait circulé en temps voulu. Le SSAP pourrait être approuvé, entre les Réunions, par le Comité permanent, et si cela est souhaité par la MOP, via adoption de l'avant-projet de Résolution 3.12. Sans quoi, une approbation devra attendre la MOP4.

#### **Point n° 26 de l'ordre du jour - Dispositions institutionnelles**

##### **a) Accord de siège et personnalité juridique**

193. L'Allemagne a fait remarquer que l'Accord de siège a été signé par le gouvernement allemand, la CMS et l'ONU en 2002 et est entré en vigueur en juin 2004 lorsque tous les signataires ont signalé que les procédures formelles nécessaires avaient été mises en oeuvre. Douze institutions des Nations Unies employant 600 personnes sont maintenant installées à Bonn. En 2003, le gouvernement allemand a décidé que les anciens bâtiments parlementaires à Bonn seraient attribués aux Nations Unies en avril 2006 et dès lors connus comme le « campus des Nations Unies ». Le secrétariat de l'AEWA s'installera également dans ces nouveaux bâtiments. Deux ministères clés pour l'AEWA (ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité nucléaire et le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement) sont encore situés à Bonn près du campus.

##### **b) Comité permanent**

194. Le Secrétariat a rappelé que le Comité permanent et sa composition actuelle avaient été établis à la MOP2 par la Résolution 2.6. Le mandat des membres actuels se termine à la MOP4 mais au cas où des membres voudraient se retirer entre-temps, cela rendrait nécessaire une élection intérim.

##### **c) Comité technique**

###### **(i) Dispositions institutionnelles**

195. Le Secrétariat a introduit le document MOP 3.24 « Dispositions institutionnelles : Comité technique ». Celui-ci contient les amendements suggérés au *modus operandi* du Comité



technique, notamment aux divisions régionales de l'aire de répartition de l'Accord pour le Comité technique ainsi qu'au Règlement intérieur relatif aux réunions du Comité. L'annexe 1 de MOP 3.24 définit les nouvelles divisions proposées pour l'aire de répartition de l'Accord et l'annexe 2 établit une liste des représentants régionaux et des suppléants avec leur mandat respectif. L'annexe 3 présente les révisions proposées pour le Règlement intérieur pour les réunions du Comité technique. L'avant-projet de Résolution 3.13 « Disposition institutionnelles : Comité technique » a prévu l'adoption des amendements proposés.

196. Le Royaume-Uni, s'exprimant au nom des Etats membres de l'Union européenne présents, a apprécié les propositions faites mais a exprimé ses préoccupations quant à la division « politique » de l'Europe proposée qui semblait créer un précédent indésirable. Il a suggéré que la division de l'Europe se fasse sur une base géographique comme pour les autres régions de l'aire de répartition de l'Accord. D'autres points seront spécifiés au Comité de session sur les questions financières et administratives.

197. Le Maroc a fait savoir que le représentant suppléant du Comité technique de l'Afrique du Nord a pris sa retraite, ce qui signifie un poste vacant supplémentaire.

198. Le Tchad a indiqué qu'il devrait être inscrit sur la liste de l'Afrique centrale plutôt que de l'Afrique occidentale.

199. Le CIC a indiqué qu'il avait soumis par écrit au Secrétariat un amendement proposé.

200. Le Secrétaire exécutif a demandé que des nominations pour remplir les postes vacants de représentants régionaux et de suppléants devraient être adressées au Secrétariat. Une décision concernant les régions européennes sera ajournée, la résolution en suspens du point évoqué par le Royaume-Uni/UE sera traitée au sein du Comité de session en charge.

#### **(ii) Proposition pour réduire les coûts relatifs aux Réunions du Comité technique**

201. Le Secrétariat a présenté le document MOP 3.25 « Propositions pour réduire les coûts liés aux Réunions du Comité technique ». Il a proposé de réduire le nombre de Réunions du Comité technique de trois à deux par période triennale et de réduire le soutien financier à la disposition des délégués. Les deux mesures permettraient d'économiser env. 40 000 USD pendant la période 2006-2008.

#### **d) Coopération avec d'autres organismes et processus**

202. Le Secrétariat a noté que l'AEWA avait conclu, conjointement avec la CMS, un programme de travail conjoint avec Wetlands International et un autre avec la Convention de Ramsar, tous les deux étant classés comme des documents d'information (Inf. 3.3 et 3.4 respectivement). La possibilité de développer des synergies avec la CCD a également été explorée. Similairement, l'AEWA a espéré élaborer un Mémoire de Coopération avec l'OMPO qui travaille à la promotion de la mise en œuvre de l'Accord en Afrique occidentale et en Europe orientale.

<b>Point n° 27 de l'ordre du jour - Questions financières et administratives</b>
--

#### **a) Revenus et dépenses 2003-2005**

203. Le Secrétariat a présenté le document MOP 3.26 « Rapport sur les revenus et dépenses 2003-2005 ». 1,4 million USD ont été reçus pour le budget de base par les contributions des Parties contractantes, avec seulement 140 000 USD d'arriérés. Le revenu provenant des nouvelles Parties était de près de 60 000 USD de moins que prévu en raison de la baisse du nombre d'adhésions.

Des contributions volontaires de 934 679 USD avaient été reçues et celles-ci étaient largement appréciées.

204. En ce qui concerne les dépenses, les coûts salariaux étaient beaucoup plus élevés que ce qui avait été prévu dans le budget, ce qui était dû aux pertes du taux de change du dollar. Les coûts relatifs aux Réunions et aux déplacements ont été réduits, principalement en s'assurant des contributions volontaires supplémentaires.

205. Pour la période triennale dans l'ensemble était prévu un excédent de dépenses sur le revenu de 168 000 USD. La réserve a été réduite à 150 000 USD pour couvrir ce déficit.

#### **b) Proposition pour déterminer les priorités de support financier par l'AEWA**

206. Le Secrétariat a présenté le document MOP 3.27 « Lignes directrices relatives à la définition de priorités pour le support financier de l'AEWA » qui avait été préparé par le Comité technique.

207. A la 7<sup>ième</sup> session plénière les « lignes directrices relatives à la définition de priorités pour le support financier de l'AEWA » révisées (document MOP 3.27 Rev.1 Corr.1) ont été adoptées par la Réunion sans amendements.

#### **c) Avant-projet de la proposition budgétaire 2006-2008**

208. Le Secrétariat a présenté le document MOP 3.28 « Avant-projet de la proposition budgétaire 2006-2008 » et l'avant-projet de Résolution 3.14 y relatif « Questions financières et administratives ».

209. En raison d'une perte de 20-25% du pouvoir d'achat du dollar américain, l'avant-projet de budget prévoyait des contributions financières accrues de la part des Parties mais pas d'augmentation importante des activités. L'avant-projet de budget ne couvrait pas la mise en œuvre de la stratégie de communication ou le suivi des avant-projets de Résolution proposés relatifs à la grippe aviaire et au changement climatique.

#### **d) Collecte de fonds dans le secteur privé pour la famille PNUE/CMS**

210. Le Secrétariat a présenté le document MOP 3.30 « Collecte de fonds dans le secteur privé pour la famille PNUE/CMS ».

211. Le secrétariat PNUE/CMS, en tant qu'instance directrice dans ce domaine, a fait remarquer qu'une stratégie de collecte de fonds avait été adoptée lors de la dernière Réunion du Comité permanent de la CMS et qu'une association « Amis de la CMS », établie sous la loi allemande et en pleine conformité avec les procédures des Nations Unies, était sur le point d'être inaugurée pour faire avancer cette question. L'objectif était de mettre en œuvre des projets concrets en coopération avec l'AEWA, EUROBATS et ASCOBANS.

212. Étant donné qu'il n'y avait pas de commentaires de la part des participants, le Vice-président a demandé au Comité de session sur les questions financières et administratives de reprendre la discussion sur les documents soumis par le Secrétariat.

<b>Point n° 28 de l'ordre du jour - Développement futur de l'Accord</b>
---

#### **a) Accord/MoU sur les rapaces et hiboux dans la région d'Afrique-Eurasie**

213. Le Secrétaire exécutif a présenté le document Inf 3.5 « Evaluation du résultat d'un instrument de CMS couvrant les rapaces migrateurs et hiboux dans la région d'Afrique-Eurasie ». À la MOP2, une demande avait été faite auprès de l'AEWA pour qu'il prenne en considération d'autres groupes d'oiseaux. À la lumière d'Inf 3.5, il serait approprié de réfléchir aux exigences à long terme de l'AEWA et de la CMS étant donné le potentiel existant pour le développement de multiples accords relatifs aux oiseaux migrateurs.

#### **b) Accord/MoU pour l'itinéraire de migration d'Asie centrale**

214. Le Secrétaire exécutif a présenté les questions traitées dans le document Inf. 3.6 « Déclaration de New Delhi sur la réunion visant à conclure et approuver le Plan d'action proposé concernant l'itinéraire de migration d'Asie centrale afin de conserver les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats ». L'itinéraire d'Asie centrale (CAF) implique 30 pays, dont 16 sont des États de l'aire de répartition de l'AEWA et 14 étant des États qui ne font pas partie de l'aire de répartition. Un atelier s'est tenu en Inde avec le soutien de l'AEWA, Wetlands International et d'autres partenaires mais aucune décision n'a été prise quant à la poursuite d'une coopération intergouvernementale pour le CAF sous la forme d'un nouvel Accord CMS ou via une extension de l'AEWA. La CMS a entrepris d'organiser une nouvelle réunion intergouvernementale des pays concernés en 2006. Le résultat sera examiné à la MOP4.

215. Le Secrétariat PNUE/CMS a présenté un rapport donnant d'autres détails sur les progrès accomplis jusqu'à ce jour ainsi qu'un résumé des questions principales en suspens. Le rapport sera soumis au Secrétariat par écrit. Le Secrétariat de la CMS a appelé les gouvernements et les organisations internationales intéressés à apporter un soutien financier pour l'organisation en 2006 de la réunion intergouvernementale proposée ainsi que pour le soutien du mécanisme de coordination intérim pour le CAF.

216. L'Ouzbékistan, parlant en tant qu'unique Partie contractante de l'AEWA dans la région d'Asie centrale et une de deux Parties contractantes au long de l'itinéraire d'Asie centrale, a déclaré espérer voir d'autres pays de la région rejoindre l'Accord dans un avenir proche. C'est pour cette raison que l'Ouzbékistan a soumis une proposition conformément à l'article X de l'Accord pour une extension de l'aire de répartition de l'AEWA. L'Ouzbékistan est convaincu que le développement d'un instrument qui se recouperait avec l'AEWA serait contre-productif et a regretté que sa proposition n'ait pas reçu le soutien du Comité permanent et qu'elle a été retirée en conséquence. L'Ouzbékistan a assuré à la Réunion qu'il continuerait à œuvrer de manière constructive avec d'autres pays du CAF et soumettrait à nouveau sa proposition à la MOP4.

217. La Fédération de Russie pense que la position de la plupart des autres pays de la région du CAF est d'encourager l'extension de l'AEWA comme étant le meilleur moyen et le moyen le plus efficace pour avancer et a exprimé ses regrets que cette option ait été considérablement retardée.

218. L'Arménie a pleinement soutenu les positions de l'Ouzbékistan et de la Fédération de Russie et a été déçu de constater qu'il n'a pas été possible de mettre en œuvre l'option favorisée par la plupart des pays de la région du CAF.

219. Le Secrétariat PNUE/CMS a pris note du soutien exprimé en faveur de l'extension de l'aire de répartition de l'AEWA. Il s'agit d'une possibilité mais la CMS n'est pas en mesure de prendre une telle décision, que ce soit au niveau de la MOP de l'AEWA ou de la COP de la CMS. Une telle décision devrait être prise par une Réunion intergouvernementale de tous les pays du CAF.

220. Le Secrétaire exécutif a évoqué un conseil reçu par le Dépositaire qui a souligné une différence importante entre l'extension d'un Accord CMS existant et l'élaboration d'un nouvel Accord. La MOP d'un Accord existant est apte à décider d'élargir l'aire de répartition.

221. Le Kenya a rappelé à la Réunion que l'Afrique était également une partie prenante à cette question. Le mandat primaire de l'AEWA est de développer des mesures pour la conservation des oiseaux d'eau dans l'aire de répartition. Le problème semble être lié à un manque de coordination adéquate entre l'AEWA et la CMS. Il est nécessaire de trouver un moyen acceptable pour avancer, que ce soit par le biais d'une extension de l'AEWA ou d'un nouvel Accord couvrant le CAF.

222. L'Allemagne a exhorté à élargir le débat pour avancer en prenant en considération que des propositions puissent être formulées à l'avenir quant à l'extension de l'AEWA afin qu'il couvre par exemple l'itinéraire de l'Asie orientale ou les passereaux migrateurs. Une stratégie claire pour l'AEWA et la famille CMS est nécessaire.

223. L'Arménie a suggéré que le PNUE se fasse conseiller sur le plan juridique.

224. Le Vice-président a déclaré que les questions clés devaient maintenant être claires pour tous les délégués. Des questions fondamentales sembleraient devoir être prises en compte au Comité de session sur les questions scientifiques et techniques. À moins qu'il y ait des doutes concernant les conseils juridiques reçus par le Dépositaire, cela devrait servir comme base de discussion.

<b>Point n° 29 de l'ordre du jour - Rapports des Comités de session</b>
---

Séance plénière 4 (24 octobre)

225. L'Allemagne, en tant que Présidente de la Commission de vérification des pouvoirs, a présenté le premier rapport de la commission. Les pouvoirs de 18 Parties contractantes ont été acceptés. Les pouvoirs présentés par quatre Parties n'ont pas été acceptés alors que ceux de six autres Parties ont été considérés comme étant « à la limite » et nécessitant ainsi des éclaircissements. Deux Parties avaient récemment soumis des pouvoirs que la commission n'avait pas encore été en mesure d'évaluer formellement. Aucun pouvoir n'avait été reçu jusqu'à présent par les Parties restantes. Enfin, les pouvoirs ont également été soumis par un certain nombre d'Etats non contractants.

226. Le Président a souligné qu'il était vital que toutes les Parties restantes soumettent leurs pouvoirs à temps et aussi rapidement que possible afin que la commission puisse les évaluer avant son prochain rapport le 25 octobre.

Séance plénière 6 (25 octobre)

227. Le Président du Comité de session sur les questions scientifiques et techniques a déclaré que les documents suivants avaient été complétés et qu'ils seraient soumis à la séance plénière, étant donné que des versions révisées étaient nécessaires, pour adoption par la MOP: Rés 3.1, Rés 3.2, Rés 3.3, Rés 3.4, Rés 3.6 et Rés 3.7. Le Comité avait instauré un groupe de travail sur la Rés. 3.17, présidé par le Royaume-Uni, et un groupe rédactionnel pour élaborer un projet de résolution (Rés. 3.18) sur la grippe aviaire.

228. Le Président du Comité de session sur les questions financières et administratives a déclaré que le groupe s'était concentré pour l'instant sur le budget de l'Accord. Le Secrétariat avait présenté la documentation relative au budget (couvrant les revenus et les dépenses, les priorités pour le support financier et les priorités pour la collecte de fonds dans le secteur privé) et il a répondu aux questions des délégués concernant ces questions qui seraient traitées à la plénière sous le point de l'ordre du jour 27.

Séance plénière 7 (27 octobre)

229. Le Président du Comité de session sur les questions scientifiques et techniques a présenté ce que le Comité avait élaboré le 25 octobre. Le Comité avait traité les points de l'ordre du jour et avant-projets de résolutions suivantes :

- Point de l'ordre du jour 21, Res. 3.8 'Amendements des annexes de l'Accord' – un texte révisé avait été approuvé à être soumis à la séance plénière
- Point de l'ordre du jour 24, Res. 3.11 'Priorités internationales de la mise en œuvre de l'AEWA 2006-2008' – un texte révisé avait été approuvé à être soumis à la séance plénière
- Point de l'ordre du jour 25, Res. 3.12 'Adoption et mise en œuvre des Plans d'action internationaux par espèce – un texte révisé avait été approuvé à être soumis à la séance plénière
- Res. 3.17 'Le changement climatique et les oiseaux d'eau migrateurs' – un texte révisé avait été approuvé à être soumis à la séance plénière
- Res. 3.18 'Grippe aviaire' – un avant-projet de résolution avait été discuté et des révisions proposées ; le Comité a nécessité une séance supplémentaire afin d'approuver un texte à être soumis à la séance plénière.

230. Le Président du Comité de session sur les questions financières et administratives a présenté les délibérations du Comité du 25 octobre. Le Comité avait finalisé ses tâches concernant les points de l'ordre du jour 22, 23, 26 b) et 26 c), et 27 a), b), d). Les documents respectifs tels que amendés par le Comité, avaient circulé à la session plénière pour sa considération. Le Comité n'avait pas encore complété son travail sur le point du jour 27 c) 'Avant-projet de la proposition budgétaire 2006-2008'. Le Comité allait se réunir sous peu pour finaliser ce point afin de le soumettre à la session plénière.

231. Le Président de la Commission de vérification des pouvoirs a présenté le rapport second et final de la Commission. Depuis le premier rapport, présenté à la session plénière le 24 octobre, les pouvoirs de 8 parties contractantes supplémentaires avaient été acceptés ; les pouvoirs de 6 parties contractantes n'avaient pas été acceptés par le Comité ; 10 parties contractantes n'avaient pas encore soumis leurs pouvoirs.

232. En plus, la Commission avait reçu quelques pouvoirs d'états non contractants.

233. Le Secrétaire exécutif a annoncé que le Secrétariat venait de recevoir sous forme écrite un avant-projet pour une nouvelle résolution concernant les principes Addis Ababa. Celui-ci était un résultat d'une manifestation parallèle tenue sur ce sujet. Le texte serait distribué comme avant-projet de Résolution 3.19 sous peu.

<b>Point n° 30 de l'ordre du jour - Adoption des Résolutions et des Amendements à l'Accord et à ses annexes</b>
---

**Res. 3.1 Rev.1 'Clôture du registre des projets internationaux'**

234. La Réunion a adopté le texte sans autre amendement.

**Res. 3.2 Rev.1 'Procédures pour l'étude des limites biogéographiques des populations d'oiseaux d'eau'**

235. La Réunion a adopté le texte sans autre amendement.

**Res. 3.3 Rev.1 ‘Elaboration de lignes directrices pour l’interprétation des critères utilisés dans le tableau 1 du Plan d’action de l’AEWA’**

236. La Réunion a adopté le texte sans autre amendement.

**Res. 3.4 Rev.1 ‘Présentation des rapports nationaux aux MOP3 et MOP4 et rapports sur la suppression progressive de l’utilisation de la grenaille de plomb’**

237. En réponse à des questions posées par le Royaume-Uni, s’exprimant au nom des Etats membres de l’Union européenne présents ainsi qu’au nom de l’Ile Maurice, le Secrétariat a expliqué que l’annexe 1 de la résolution incluait des informations reçu par le Secrétariat jusqu’au 17 octobre. Le Président a demandé au Secrétariat de mettre à jour le tableau tel que nécessaire pour la version finale qui sera publiée dans le compte rendu de la MOP3.

238. La Réunion a adopté le texte sous réserve de la mise à jour de l’annexe 1.

**Res. 3.5 Rev.2 ‘Elaboration d’un format de rapport national en ligne’**

239. La Suisse a proposé de mieux formuler le troisième paragraphe du préambule : « *Tenant compte* des résultats de l’analyse des difficultés rencontrées par certaines parties contractantes au niveau de la soumission de leurs rapports nationaux (voir Résolution 3.4). »

240. La Réunion a adopté le texte sous réserve de l’inclusion de l’amendement éditorial proposé par la Suisse.

**Res. 3.6 Rev.1 ‘Développement d’un partenariat international pour aider à l’estimation des populations d’oiseaux d’eau’**

241. La Réunion a adopté le texte sans autre amendement.

**Res. 3.7 ‘Mise en oeuvre des conclusions de la Conférence Oiseaux d’eau du monde’**

242. La Réunion a adopté le texte original de cette résolution sans amendements.

**Res. 3.8. Rev.2 ‘Amendements des annexes de l’Accord’**

243. La Réunion a adopté le texte sans autre amendement.

**Res. 3.9 ‘Elaboration d’un Plan stratégique pour l’AEWA’**

244. La Réunion a adopté le texte original de cette résolution sans amendements.

**Res. 3.10 ‘Stratégie de communication pour l’AEWA’**

245. Le Président a noté qu’il n’y avait pas eu de remarques sur le texte de la résolution, mais que la Stratégie de Communication avait été mise à jour afin de refléter les commentaires reçus pendant la Réunion et que ce nouveau document avait circulé comme document MOP 3.17 Rev.1.

246. La Réunion a adopté le texte original de cette résolution sans amendements.

**Res. 3.11 Rev.1 ‘Priorités internationales de mise en oeuvre AEWA 2006-2008’**

247. La Réunion a adopté le texte sans autre amendement.

**Rés. 3.12 Rév.1 « Adoption et mise en œuvre des Plans d’action internationaux par espèce »**

248. Le CIC a fait une déclaration devant la Réunion sur les mesures qu'il considère nécessaires afin de soutenir la crédibilité des Plans d'action par un suivi adéquat, notamment concernant la mise en œuvre. La déclaration a été soumise par écrit au Secrétariat.

249. En réponse à la question du Président du Comité technique, le Royaume-Uni a proposé de retirer les crochets encadrant les mots suivants : « si les ressources sont disponibles » dans le sixième paragraphe en vigueur.

250. La Réunion a adopté le texte sous réserve que cet amendement rédactionnel soit inclus.

### **Rés. 3.13 Rév.2 « Dispositions institutionnelles : Comité technique »**

251. Concernant l'annexe II, le Secrétaire exécutif a déclaré que la région de l'Afrique du Nord avait nommé M. Hamza (Libye) aux fonctions de représentant au Comité technique de l'AEWA. Un suppléant sera nommé en temps utile.

252. L'Ouganda a fait savoir que la région de l'Afrique de l'Est avait décidé de nommer M. Olivier Nasirwa comme représentant et M. Archilles Byaruhanga (Ouganda) comme suppléant.

253. Au nom de la région de l'Afrique de l'Ouest, le Mali a annoncé que M. Alfousseini Séméga (Mali) avait été proposé comme représentant et M. John H. Mshelbwala (Nigeria) comme suppléant.

254. En réponse à la question posée par la République arabe syrienne, le Secrétaire exécutif a rappelé que le Moyen-Orient était regroupé avec l'Asie centrale et qu'il appartenait aux pays de cette région de décider entre eux qui ils voulaient nommer. Actuellement, Mme Elena Kreuzberg (Ouzbékistan) a été nommée comme représentante.

255. Le texte de la Résolution a été adopté sans autre amendement, sous réserve que les actualisations ci-dessus soient apportées à l'Annexe I.

### **Rés. 3.14 Rév.2 « Questions financières et administratives »**

256. Le Royaume-Uni a noté qu'il y avait des erreurs typographiques dans le paragraphe 12 de la version anglaise en vigueur dont le libellé devrait être:

*Requests the Standing Committee, taking into account advice from the Technical Committee, and in consultation with the Executive Secretary, to review, if necessary, the priorities set out in paragraph 11 above, except the GEF project, which remains the top priority should an unanticipated situation arise or a funding deficit materialise;*

257. La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont également considéré que les contributions financières des nouvelles parties contractantes devraient à l'avenir figurer en tant que part du financement principal de l'AEWA. Pour MOP4, le budget devrait être organisé différemment afin qu'il soit plus facile de se faire une idée « en un coup d'œil ». Le budget actuellement prévu représente une augmentation de 20 % des contributions obligatoires, ce qui est loin des règles budgétaires appliquées à l'échelon national par les parties contractantes et pose des problèmes aux délégués pour justifier cette augmentation auprès de leurs gouvernements. La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni espèrent qu'une part importante de cette augmentation servira à des activités de terrain et qu'il sera rendu compte le plus clairement possible à MOP4 des engagements pris dans le cadre du budget 2006-2008. La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont dit souhaiter remercier le Secrétariat pour avoir travaillé dans des conditions difficiles à remanier le budget durant la Réunion.

258. Le Président du Comité de session sur les questions financières et administratives a remercié tous ceux qui ont contribué aux travaux du Comité. Il s'est félicité de l'esprit de compromis et il a déclaré que le résultat obtenu était très positif. Les documents soumis à adoption fournissent selon lui le maximum de clarté et de transparence et fixent un cap résolument tourné vers l'avenir.

259. S'agissant de l'Annexe II, la Communauté européenne a demandé que « UE » soit remplacée par « Communauté européenne ». Elle a déclaré qu'il fallait également qu'il soit clairement indiqué, comme dans les versions précédentes du texte, que la contribution de la CE serait de 2,5 %, conformément aux pratiques usuelles pour les contributions au PNUE et aux conventions/accords liés au PNUE.

260. Le texte a été adopté sous réserve que les amendements ci-dessus soient inclus.

### **Rés. 3.15 « Date, lieu et financement de la quatrième session de la Réunion des Parties »**

261. Wetlands International a proposé de modifier le premier paragraphe en vigueur comme suit:

*Décide* que la quatrième session de la Réunion des Parties (MOP4) aura lieu avant la fin de 2008, et recommande au Secrétariat de coopérer étroitement avec le Secrétariat de la Convention de Ramsar afin d'assurer que MOP4 aura lieu après la dixième Conférence des Parties à la Convention de Ramsar ;

262. Durant le débat, suite aux interventions de la Suisse, du Royaume-Uni, du Secrétariat PNUE/CMS et du Secrétaire exécutif, il a été convenu que l'essentiel était de veiller à une liaison adéquate entre les Secrétariats de l'AEWA, la CMS et Ramsar. Le Président a demandé au Secrétariat d'incorporer un amendement approprié reflétant l'esprit des interventions qui ont été faites.

263. La Suisse était soucieuse qu'en l'absence de pays hôte il ne serve à rien d'adopter le paragraphe 2 en vigueur.

264. Madagascar a annoncé que bien que n'étant pas encore Partie à l'AEWA, le processus de ratification devant être achevé d'ici la fin de l'année, ce serait un honneur pour le pays d'accueillir la Quatrième Réunion des Parties (MOP4) en 2008. Cette déclaration a été saluée par les acclamations des participants.

265. Le Président a chaleureusement remercié et félicité Madagascar au nom de la Réunion et il a rappelé que les dispositions prises pour MOP4 seraient traitées plus dans le détail au point 31 de l'ordre du jour.

266. Le texte a été adopté sous réserve de l'inclusion par le Secrétariat d'un amendement spécifiant l'esprit de dialogue au paragraphe 1 en vigueur et de l'insertion de Madagascar au paragraphe 2 en vigueur.

### **Rés. 3.16 « Remerciements aux organisateurs »**

267. La Réunion a adopté le texte original de la Résolution par des acclamations.

### **Rés. 3.17 Rév.2 Corr.1 « Le changement climatique et les oiseaux d'eau migrateurs »**

268. La Réunion a adopté le texte de la Résolution sans autre amendement.

### **Rés. 3.18 Rév.2 « Grippe aviaire »**



269. La Réunion a adopté le texte de la Résolution sans autre amendement.

270. La France a proposé que les délibérations de la Réunion sur la question de la grippe aviaire soient résumées dans un communiqué de presse. L'AEWA a selon elle un rôle clair à jouer en ce qui concerne la communication d'informations techniques objectives, mettant l'accent sur les oiseaux d'eau migrateurs. Le Sénégal a soutenu cette proposition, en mentionnant des rapports contradictoires et alarmants apparus dans les médias nationaux et internationaux ces jours derniers.

271. Le Président a demandé au Secrétaire exécutif de préparer un communiqué de presse en collaboration avec les délégations intéressées.

**Rés. 3.19 « Mettre en œuvre les principes et lignes directrices Addis Abeba pour l'utilisation durable de la biodiversité »**

272. Le Président a rappelé qu'il s'agissait là d'un nouveau projet de résolution soumis à titre de résultat direct d'une manifestation parallèle organisée en association avec MOP et coordonnée par le CIC avec le soutien de FACE, de la CE et de l'AEWA.

273. Le CIC a introduit le projet de texte et suggéré qu'il soit inclus dans un paragraphe additionnel, concernant le plans d'action pour la Bernache cravant à ventre sombre (*Branta bernicla bernicla*), comme convenu par le Comité de session technique le 25 octobre 2005:

« Afin d'assurer la crédibilité des travaux effectués par l'AEWA sur les plans d'action par espèce, notamment l'avant-projet de plan d'action pour la Bernache cravant à ventre sombre (*Branta bernicla bernicla*), qui est en cours maintenant depuis près de 10 ans, le CIC est conscient du suivi et se réfère à la Recommandation 2.1 de MOP2. Il recommande que des informations concernant l'état d'avancement de ce plan soient publiées en même temps que les résultats de TC6 et MOP3. »

274. La Réunion a adopté le texte de cette résolution sans amendements, mais a décidé que le paragraphe additionnel suggéré par le CIC soit laissé dans ce rapport et qu'un rapport bref sur le statut du plan d'action en question soit annexé.

**Rés. 3.20 « Requête au Gouvernement de la République du Sénégal »**

275. Le Président a communiqué qu'il s'agissait d'un nouveau projet de résolution soumis par le Sénégal au nom du groupe des participants africains qui s'étaient réunis plus tôt le jour même et avaient demandé à la République du Sénégal de prendre des mesures au nom de tous les États africains.

276. La Communauté européenne a accordé son plein soutien à l'objectif poursuivi, à savoir resserrer les liens avec le NEPAD et l'Union africaine. Cependant, elle a dit considérer qu'il serait utile d'amender le premier paragraphe en vigueur comme suit afin de tenir compte des considérations juridiques :

*Demande* au gouvernement du Sénégal de solliciter l'Union Africaine de soutenir les parties contractantes individuelles africaines et d'améliorer la coordination régionale et analyser les aspects juridiques d'une ratification possible en vue de la réglementation de CMS et de l'Accord. »

277. De plus, au troisième paragraphe du préambule, les mots « concernant la biodiversité » devraient être ajoutés après « *Consiente* du lien ».

278. La Réunion a adopté le texte original de cette résolution sous réserve que les amendements ci-dessus soient inclus.

### **Décision 3.1 « Décision concernant le Secrétaire exécutif de l'AEWA »**

279. Le PNUE/CMS a réitéré devant la Réunion la déclaration faite par M. Bakary Kante au nom du Directeur exécutif de l'AEWA le 24 octobre.

280. Le Président a demandé au Vice-président de coordonner un petit sous-groupe de discussion, comprenant le Président du Comité permanent, le Président du Comité de session sur les questions financières et administratives, l'Allemagne, la Suisse, le Royaume-Uni et le PNUE, afin de parachever les propositions d'amendement du texte.

281. Le Vice-président a exposé au nom du groupe des propositions d'amendement du deuxième paragraphe du préambule, la suppression du troisième et du quatrième paragraphe du préambule et l'ajout d'un nouveau paragraphe au préambule :

*Notant* avec une grande satisfaction que PNUE a informé la Troisième Réunion des Parties que des étapes actives seront entreprises pour le recrutement d'un Secrétaire exécutif de l'AEWA, et que conséquemment, la procédure doit être finalisée le plus vite possible conformément aux procédures de recrutement onusiennes,

*Reconnaissant* avec une grande satisfaction les succès du Secrétariat de l'AEWA atteints jusqu'à présent, comme déjà reflété dans le rapport du Président du Comité permanent à la Troisième Réunion des Parties et dans la Résolution 3.16, remerciant les organisateurs de la Troisième Réunion des Parties.

282. La Réunion a adopté le texte de la décision sous réserve que les amendements ci-dessus soient inclus.

### **Point n° 31 de l'ordre du jour - Date et lieu de la Quatrième Réunion des Parties**

283. La Réunion a confirmé formellement, par des acclamations, Madagascar comme hôte de la Quatrième Réunion des Parties (MOP4). Madagascar a remercié la Réunion pour son soutien et a déclaré se réjouir à la perspective de travailler avec le Secrétariat de l'AEWA et les Parties et il a donné aux participants l'assurance que Madagascar ferait le maximum pour faire aboutir MOP4.

284. Le Président a demandé que, conformément aux débats sur la résolution 3.15, des consultations aient lieu entre le Gouvernement de Madagascar, l'AEWA, la CMS, Wetlands International et la Convention Ramsar afin de prévoir une date en 2008 qui convienne à tous.

### **Point n° 32 de l'ordre du jour - Adoption du Rapport de la Réunion**

285. Le projet de rapport de la 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> session plénière, tenues le dimanche 23 octobre 2005, a été adopté sans amendement par la Réunion.

286. Le projet de rapport des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> sessions plénières, tenues le lundi 24 octobre 2005, a été adopté sans amendement par la Réunion.

287. Concernant le projet de rapport des 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> sessions plénières, tenues le mardi 24 octobre 2005, le Maroc a signalé que le paragraphe 197 devrait se référer au suppléant et non au représentant. Le Secrétariat du PNUE/CMS a fait mention d'une proposition visant à ajouter un paragraphe après le paragraphe 92. Le texte du nouveau paragraphe remis au Secrétariat a été lu

devant la Réunion. Le rapport des 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> sessions plénières a été adopté sous réserve que ces amendements soient inclus et que les diverses corrections rédactionnelles soumises auparavant par écrit aux rapporteurs soient incorporées.

#### **Point n° 33 de l'ordre du jour - Questions diverses**

288. Ni le Président ni les participants n'ont soulevé d'autres questions.

#### **Point n° 34 de l'ordre du jour - Clôture de la Réunion**

##### **(a) Clôture de la session de travail**

289. Le Président et le Vice-président ont fait des remarques finales en insistant sur les conclusions positives de la Réunion et en remerciant tous les participants, le Secrétariat, les interprètes et les traducteurs et tout spécialement les hôtes sénégalais.

290. L'Angola a remercié le Sénégal et le Secrétariat de l'AEWA et il a annoncé que l'Angola engagerait la procédure d'adhésion à l'Accord dans un avenir proche. Cette nouvelle a été accueillie par des acclamations.

##### **(b) Cérémonie de clôture**

291. La cérémonie de clôture a été présidée par Son Excellence M. Thierno Lo, ministre de l'Environnement et de la Protection de la Nature de la République du Sénégal.

292. Des discours de clôture ont été prononcés par le Président et le Secrétaire exécutif, qui tous deux ont souligné leur gratitude à l'égard de la République du Sénégal, et en particulier du ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature et de la Direction des parcs nationaux pour l'énorme contribution qu'ils ont apportée à l'AEWA en accueillant MOP3.

293. Au nom du Président de la République, du Premier ministre et du Gouvernement du Sénégal, le ministre de l'Environnement et de la Protection de la Nature a prononcé son discours de clôture. Il a mentionné le grand intérêt porté par le Président de la République aux débats de la Réunion, notamment ceux concernant la grippe aviaire, une question d'une importance toute particulière pour le Sénégal étant donné la considérable valeur économique de l'écotourisme à l'intérieur et autour des zones humides. La République du Sénégal, a-t-il déclaré, est reconnaissante à l'AEWA d'avoir fait confiance au Sénégal pour organiser la Réunion des Parties et il a remercié les participants pour la grande qualité de leurs travaux. Il a déclaré qu'il était néanmoins important de voir plus loin que les résultats immédiats et de préparer la mise en œuvre du Plan d'action de l'AEWA, spécialement en Afrique. À cet égard, le Gouvernement du Sénégal a réitéré ses remerciements au Gouvernement des Pays-Bas pour son support passé et actuel. Il a également dit vouloir remercier les organisations gouvernementales et non gouvernementales internationales qui ont œuvré à la réussite de la Réunion. Le Ministre a ensuite déclaré officiellement close la Troisième Réunion des Parties et a invité toutes les parties prenantes à l'AEWA à continuer de consolider le partenariat international et la coopération transfrontalière nécessaires pour assurer la conservation à long terme des oiseaux d'eau migratoires et de leurs habitats.